

OCTOBRE 2016



**Paris - 17 octobre 2016**

**ASSISES RÉGIONALES SUR LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE :**  
**SES CAUSES, SES SOLUTIONS**

# Sommaire

Ouverture

3

Table ronde n°1 : quelles sont les causes du décrochage ?

12

Table ronde n°2 : la prévention du décrochage

18

Table ronde n°3 : le raccrochage

28

Discours de clôture

32

# Ouverture

*Valérie PÉCRESSE, Présidente de la région Île-de-France*

Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France et de Paris, Jean François Carencio,

Monsieur le recteur de Paris, Gilles Pécourt,

Monsieur le recteur de Versailles, Daniel Filâtre,

Madame la rectrice de Créteil, Béatrice Gille,

Madame la représentante de l'OCDE, Dorring Serre,

Monsieur le Directeur Général de l'ESSEC, Jean-Michel Blanquer,

Monsieur le Vice-Président chargé de l'Économie et de l'Emploi, Jérôme Chartier,

Madame la Vice-Présidente chargée de l'Éducation et de la Culture, Agnès Evren,

Madame la Vice-Présidente chargée de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Faten Hidri,

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, je vous souhaite la bienvenue au Conseil Régional d'Île-de-France, dans cet hémicycle où doit résonner la voix du progrès et de l'audace politique. Je vous propose de vous lire pour commencer ces Assises régionales un message de notre parrain, Erik Orsenna, qui n'a pu être présent aujourd'hui mais qui est déterminé à nous aider dans notre action.

*« Année après année, tout le monde se désole du décrochage scolaire. On gémit, on pleure, on accuse les autres, on jure que pourtant on a tout mais vraiment tout fait. C'est faux ! On n'a pas tout fait pour une seule raison : on n'a pas réussi. Et s'il est un combat que l'on doit gagner, c'est bien celui-là. Si nous avons une obligation de résultat, c'est bien celle-là. Car le décrochage est à la fois gâchis et injustice. Un pays où ne montent plus les ascenseurs sociaux est un pays condamné. Condamné à la violence sociale et au déclin économique. Pour "raccrocher" les "décrochés", tout doit être tenté. Tout. Sans tarder, sans présumé, sans exclusive. Tout et partout et au plus près de chaque décroché. Car chaque expérience de décrochage est différente. Je suis*

*fier de participer à cette action. Fier et déterminé. Et disponible. Donc à bientôt. Car, pardon pour la grandiloquence, il y va de la République. Qu'est-ce qu'une République sans espérance ? Que devient notre République française qui prive chaque année de cette espérance entre 130.000 et 150.000 de ses enfants ? On devrait avoir honte de continuer à inscrire Égalité sur nos frontons. Quelle valeur a-t-elle, cette solennelle Égalité de façade, sans sa traduction concrète : l'égalité des chances ? »*

Je veux maintenant saluer particulièrement tous les acteurs de terrain ici rassemblés qui se battent au quotidien pour aider les lycéens franciliens : parents, chefs d'établissement, enseignants, acteurs sociaux, associations, chercheurs. Si j'ai voulu, dans ces Assises, vous donner la parole, c'est parce que je crois aux approches croisées et que je suis convaincue que c'est à votre niveau que doit se traiter le décrochage, qui constitue aujourd'hui, je le dis clairement, un fléau pour nos jeunes : un couperet pour leur avenir.

Le décrochage scolaire, c'est d'abord un accident de la vie. Alors le message que je veux faire passer est clair : rien ne doit être joué à 14, 15 ou 16 ans.

Tout n'a pas été fait pour lutter réellement contre le décrochage scolaire. Il faut désormais une mobilisation entière de la société. Il faut que les jeunes décrocheurs sachent qu'ils ne sont pas tout seuls, que des solutions existent, et que ces solutions, nous les mettons en œuvre pour eux.

Mais pour agir efficacement, il faut agir ensemble, il faut trouver des solutions ensemble, et il faut dialoguer. C'est tout le sens de ces Assises du décrochage scolaire que j'ai tenu à organiser, au moment où la Région assume de nouvelles compétences grâce à la loi.

En effet, les régions se sont vu attribuer le rôle de coordinateur des actions de lutte contre le décrochage scolaire, et ce n'est pas pour rien : c'est bien parce que le niveau régional est le plus pertinent pour s'occuper des problèmes et pour

mobiliser toutes les forces vives qui proposent des solutions. C'est une chaîne de soutien qu'il faut et nous voulons la mettre en œuvre. Alors nos responsabilités, nous les prenons et ces Assises, qui sont une grande première au plan national, ont vocation à marquer le coup d'envoi d'un changement de braquet régional sur le sujet. Je vous le dis : ce n'est que le premier round de notre engagement.

Pour moi, ces Assises ont une importance toute particulière. Vous le savez, la réussite par l'école a toujours été au cœur de mes préoccupations. C'est à mes yeux un moyen privilégié de relancer l'ascenseur social en panne en Île-de-France. La lutte contre le décrochage scolaire est une priorité pour laquelle je me suis mobilisée dès mon arrivée au service des jeunes d'Île-de-France – une jeunesse débordant de talents auxquels nous devons offrir la possibilité de réussir et de se révéler à tous les niveaux, une jeunesse unique et diverse ; mais aussi une jeunesse minée par les inégalités scolaires et territoriales, une jeunesse déboussolée à qui il faut, plus que jamais, redonner entière confiance. Remettre ces lycéens sur la voie de leur réussite personnelle et de leur avenir est un défi pour la République.

J'ai conscience des efforts réalisés depuis plusieurs années tant par nos partenaires de l'Éducation nationale que par les services de l'État chargés de l'emploi et de l'insertion. Mais dans ce combat, il nous faut de l'humilité et de la hauteur de vue. On ne peut pas garder les vieilles recettes ou les mêmes idées qu'avant : elles ne fonctionnent plus. Alors il faut aussi aller plus loin, oser, et expérimenter des solutions véritablement innovantes.

Car la réalité en Île-de-France, c'est quoi ? C'est près de 30 000 jeunes chaque année concernés par le décrochage scolaire. C'est une ombre sur notre jeunesse, et ce sont autant d'individus en devenir qui abandonnent leur scolarité avant l'obtention de leur diplôme, sans soutien, sans formation. Dans certains départements, le nombre de sorties sans qualification est très préoccupant. Mais ne nous leurrons pas : c'est un phénomène qui touche toute la société.

Lorsque je suis arrivée à la Région il y a dix mois, une première chose m'a frappée, je dois même vous dire qu'elle m'a indignée : c'est le nombre d'élèves décrocheurs et la proportion de ceux qui n'étaient pas contactés. Je sais que l'Éducation Nationale a d'autres chiffres, qui ne sont pas fondés sur les

mêmes données. Mais on ne peut s'en satisfaire quand on sait qu'en 2016, seuls 20% des élèves-décrocheurs étaient contactés par les PSAD.

La Région va donc lancer une plate-forme téléphonique visant à contacter et à suivre chaque jeune décrocheur de manière effective. Nous voulons mettre fin au problème de suivi qui laisse seuls dans la nature des jeunes désemparés et leur famille qui l'est tout autant. Notre feuille de route est claire : l'on ne peut apporter que des solutions individualisées, chaque jeune doit recevoir une réponse adaptée, parce que les situations de décrochage sont diverses. Oui : il faut écouter les jeunes, comprendre leurs problèmes, et pour cela, avoir une approche avec chacun d'entre eux au plus près de leur parcours de vie et des événements qui les ont amenés à décrocher. C'est un enjeu majeur de cohésion sociale pour la Région. De même que l'orientation, un sujet dont la Région a la charge et qui a été jusque-là laissé de côté, est aussi un enjeu majeur pour lutter contre le décrochage. Pascal Charvet a été recruté pour faire naître ce service indispensable. Sinon, nous continuerons à laisser des élèves au bord de la route et cela, ce n'est pas possible.

### Les causes du décrochage scolaire

Le décrochage scolaire peut concerner tout le monde, même les jeunes que l'on pourrait croire à l'abri. Le constat est sans appel : les décrocheurs, on ne les connaît pas. Qui sont-ils ? Pourquoi en sont-ils arrivés à décrocher ? Le phénomène relève de causalités complexes et irréductibles à une cause. La façon dont l'enseignement est délivré, les causes socio-économiques, le mal-être, sont à explorer sans tabou. C'est pourquoi je pense que la recherche est d'un grand secours et a son rôle à jouer pour nous aider à connaître les jeunes décrocheurs. Je vais lancer des projets de recherche en ce sens fondés sur des études de cohortes. C'est comme cela qu'on pourra agir.

C'est pour cela aussi que j'ai voulu dans ces Assises qu'une première table ronde soit consacrée au **vaste sujet des causes**.

On le sait, il y a tout d'abord des causes scolaires. Je pense à la maîtrise insuffisante des fondamentaux à commencer par la langue française. C'est la porte ouverte au décrochage, quand on sait qu'1 jeune sur 5 rentre au collège sans savoir lire. À cet égard, je veux parler d'un sujet important sur lequel la Région

n'a pas de compétences mais dont elle est amenée à traiter les conséquences : la transition entre le primaire et le collège. Pour éviter le décrochage scolaire, il faut agir sur le primaire et je prône en ce sens la mise en place d'une 6<sup>ème</sup> de consolidation pour s'assurer de la maîtrise des fondamentaux qui manque à tant de jeunes. Il existe aussi des facteurs de décrochage plus personnels qui ont des liens plus ou moins graves avec la scolarité : les troubles liés à l'adolescence. L'adolescence est la période de tous les changements et de tous les risques. Il ne faut pas oublier qu'elle conduit beaucoup de jeunes à se replier ou au contraire à se durcir, à douter d'eux-mêmes et à baisser les bras. Et puis je veux dire un mot de l'absentéisme, qui ouvre une brèche au décrochage mais qui exige aussi une plus grande responsabilisation des parents.

S'agissant des contraintes socio-économiques, je défends une politique d'encouragement de chaque Francilien, quel que soit son milieu socio-culturel. Ces contraintes sociales, ou financières, ne doivent pas être des freins à l'éducation et à l'ascension. C'est encore trop souvent le cas, y compris dans les classes moyennes : combien de jeunes ne vont pas au bout de leurs rêves ou doivent y renoncer parce qu'eux ou leur famille ne peuvent pas payer leurs études ? Exactement, personne ne le sait ; mais moi, ce que je sais, c'est que même s'il y en avait deux, ce serait déjà trop. En ce sens, je veux augmenter le nombre de places d'internat, pour les jeunes en quête d'un cadre studieux.

Enfin, lutter contre le décrochage scolaire, c'est aussi, et je l'assume, lutter contre les addictions et les pratiques addictives. Bien sûr, elles ne sont pas les seules causes du décrochage. Mais qui peut nier que la consommation de drogue ou d'alcool ou la pratique sans limite de jeux vidéo peuvent avoir des effets dévastateurs sur le bien-être de nos jeunes ? Notre responsabilité à tous, vis-à-vis des jeunes comme de leur famille, est de tout faire pour les protéger de ces addictions et le cas échéant, pour les aider à s'en sortir : il faut qu'ils décrochent (de leur dépendance) avant de décrocher (scolairement). Ainsi ai-je le mois dernier installé un Comité d'orientation de la politique régionale en matière de prévention santé chez les jeunes Franciliens présidé par Vincent Roger, qui aura notamment pour mission de travailler sur les conduites addictives.

Le Comité s'occupera également de prévenir les situations de harcèlement et de mal-être qui se développent de façon exponentielle avec les réseaux

sociaux. C'est le bien-être de nos jeunes qui est menacé et c'est pourquoi la Région est plus que jamais aux côtés des équipes pédagogiques qui doivent y faire face mais aussi des familles, souvent esseulées et meurtries.

Vous l'aurez compris, la Région ne se résigne pas à la situation intolérable du décrochage scolaire et se donne les moyens de la reprendre en main : pour la seule année 2016, nous avons investi près de 2 millions d'euros et mis en place un plan d'action ambitieux.

## Prévenir

La Région agit sur plusieurs volets, et d'abord, elle renforce les actions de prévention.

La prévention relève en priorité des dispositifs de l'Éducation nationale mais le sujet est suffisamment grave pour que la Région s'y intéresse aussi et souhaite amplifier activement son engagement. On ne peut pas se contenter d'une culture du symptôme, il faut prévenir.

Cela est vrai sur le terrain éducatif, où nous épaulons d'ores et déjà les équipes pédagogiques dans les établissements sur la base de la charte « Réussite pour tous ». Nous finançons ainsi un certain nombre d'initiatives venues du terrain pour rattraper les décrocheurs avant qu'ils ne quittent le système, que ces initiatives s'exercent dans l'enseignement public ou dans l'enseignement privé sous contrat d'association. C'est tout le sens du budget d'autonomie que nous avons mis en place pour les lycées d'Île-de-France afin de permettre aux proviseurs et aux enseignants de mener à bien les projets pédagogiques de leur établissement, en évaluant les besoins des élèves et en mettant en place des initiatives éducatives adaptées pour la réussite de tous.

Dans ce cadre, nous voulons aussi renforcer le tutorat à la demande après les cours, y compris le week-end, ce qui pourrait être assuré par des étudiants, mais aussi par des salariés ou des retraités volontaires. En ce sens, nous allons passer des conventions pour amplifier des expériences qui existent, comme c'est le cas avec les associations de tutorat dans les Grandes Écoles franciliennes dont les étudiants se déplacent directement dans les établissements des quartiers populaires auprès des élèves en difficulté. Ce sont ces mobilisations locales qu'il

faut encourager et à ce titre, j'apporte aussi tout mon soutien aux établissements qui développent des approches innovantes et efficaces comme les « micro-lycées », les écoles de la deuxième chance, les maisons familiales rurales ou bien encore les EPIDE (Établissements pour l'insertion dans l'emploi). Nous y finançons plusieurs projets, de l'achat d'équipement pédagogique à la mise en place de cellules d'écoute. Ces structures font un travail au long cours absolument remarquable, et s'agissant des micro-lycées, notre objectif à terme est de créer un micro-lycée par département car il est indispensable de soutenir de nouvelles solutions comme celle-là.

Mais pour prévenir le décrochage scolaire, il faut aussi investir massivement dans la culture, à destination de tous les jeunes d'Île-de-France. Je suis convaincue de son lien porteur avec l'éducation, car cela donne des repères aux jeunes et garantit leur cohésion sociale. La culture, c'est aussi un moyen d'élargir les centres d'intérêt des jeunes tout en permettant à des talents cachés de s'épanouir pleinement, et les talents quels qu'ils soient, nous voulons les encourager. J'assume de dire que le système français est trop académique et n'ouvre pas assez d'horizons aux élèves. C'est pourquoi dès cette rentrée, nous avons mis en place plusieurs projets culturels au sein des établissements scolaires, en ciblant en particulier les territoires jusque-là oubliés comme les zones rurales de la Grande Couronne (Sud-Essonne, Sud-Yvelines, etc.). Je pense à la convention « Éducation artistique et culturelle » avec le FRAC, ou encore à l'initiative « Orchestre symphonique dans les lycées d'Île-de-France » pour sensibiliser les jeunes au répertoire symphonique. Notre objectif est que l'ensemble des établissements scolaires soient concernés par ces projets d'ici la fin de la mandature.

Il faut aussi remettre les élèves au cœur de la vie de leur établissement et c'est tout le sens aussi de notre soutien aux « Actions lycéennes » pour que les élèves soient à l'initiative de projets qui leur tiennent à cœur et se fassent confiance : je veux faire des 470 lycées franciliens dont nous avons la responsabilité des lieux d'épanouissement personnel pour les jeunes. C'est cela, agir contre le décrochage scolaire : créer les conditions d'un bien-être au quotidien et d'un climat agréable qui donne envie aux élèves de se dépasser.

## Raccrocher

Il faut travailler en amont et ensemble, mais il faut aussi raccrocher les jeunes décrochés. Tous les jeunes doivent avoir conscience qu'ils auront toujours une deuxième chance. C'est la raison pour laquelle j'ai pris l'initiative de financer l'accès au DAEU. Cette deuxième chance, quel que soit le niveau scolaire atteint, doit être un droit pour tous. La loi le prévoit, il nous appartient de le faire.

Plus largement, il faut veiller à ne jamais lâcher les élèves dans la nature et à les accompagner jusqu'au bout, jusqu'à être assurés de leur retour en formation qualifiante. J'en fais un engagement personnel et à cet égard, la Région fait de l'insertion sociale et professionnelle durable des jeunes une priorité de sa lutte contre le décrochage scolaire : je ne veux plus qu'il y ait en Île-de-France ce que Pierre Bourdieu appelait « les exclus de l'intérieur », ces jeunes abandonnés par le système, mal orientés et relégués dans des filières plus ou moins dévalorisées.

Je vous annonce ainsi que nous allons lancer un nouvel appel à projet, « Phénix », en direction des différents partenaires, pour remobiliser les jeunes et favoriser leur retour dans un établissement. De ce point de vue, nous mettons toute notre énergie dans le soutien à l'apprentissage car certains jeunes ont besoin d'avoir d'autres modalités pédagogiques que la pédagogie des enseignements généraux, qui n'est pas adaptée à tout le monde, et d'apprendre d'une autre manière. À ce titre, l'apprentissage doit s'imposer comme une formation professionnalisante pour les jeunes décrocheurs qui se battent pour s'en sortir et qui veulent se réorienter dans une formation d'excellence. C'est pour cette raison que nous consacrons dès cette année 8 millions d'euros aux dispositifs d'accès à l'apprentissage.

► C'est aussi pour toutes ces raisons que dans le cadre du futur Portail de l'Orientation de la Région, nous proposerons un service numérique pour donner aux jeunes décrocheurs une nouvelle chance. Il apportera des réponses territoriales fortes à tous ceux, adolescents, familles et équipes éducatives, qui vivent au quotidien la dure épreuve du décrochage.

► Enfin, nous voulons favoriser le recrutement des jeunes décrocheurs par les entreprises. Nous allons donc utiliser les marchés publics régionaux comme un levier d'insertion pour les jeunes non qualifiés, en introduisant des clauses spécifiquement

dédiées à leur recrutement dans les marchés publics régionaux. Comme tous les jeunes, ils ont leur place dans notre société.

► Oui, on va aider les jeunes à surmonter leurs difficultés. Je tiens à le marteler aux jeunes décrocheurs, et c'est pour cela que j'ai voulu, dans ces Assises, qu'un jeune sorti du décrochage vienne témoigner à chaque table ronde et explique comment il s'en est sorti. C'est très important.

Vous l'aurez compris, derrière la lutte contre le décrochage scolaire, c'est pour les jeunes Franciliens, leur bien-être, leur réussite, que nous nous battons. Au-delà de leur vie scolaire, c'est de leur vie tout court qu'il est question, leur vie d'aujourd'hui et leur vie de demain, semée de doutes et de peurs, mais aussi, et je l'espère, de rêves. À ces jeunes je veux dire : « Revenez, croyez encore en vous, croyez encore au système, les solutions existent, la Région sera toujours à vos côtés pour vous les faire connaître. » Voilà ce qu'il faut faire comprendre à nos jeunes en les aidant et en les accompagnant au plus près, à cette période particulièrement fragile de leur vie où ils ont besoin de nous. Et pour cela, je compte sur vous tous.

Je vous remercie, en espérant que cette journée apportera des réponses à vos questions, mais aussi de l'espoir, car il y en a.

---

**Jean-François CARENCO**, *Préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris*

Bonjour à tous. Ce sujet de décrochage scolaire est très vaste et rentre dans mon esprit dans la bataille engagée pour la croissance et l'emploi. L'Île-de-France connaît à la fois des résultats encourageants et inquiétants en la matière. Le nombre de demandeurs d'emploi reste un vrai sujet. Le chômage des jeunes, notamment, a progressé de + 3,1 % entre 2008 et 2014.

Dans ce contexte de reprise, nous avons choisi d'unir nos forces à travers le plan 500 000 formations, que la Région a accepté de signer. De premiers effets positifs peuvent déjà être mesurés. Les objectifs fixés pour 2016 seront atteints. En 2017, nous pourrions poursuivre par la construction d'un plan de formation commun. Enfin, les bassins emploi formation, désormais validés, doivent nous

rassembler. Il nous faut à présent définir de manière partagée les missions précises et la gouvernance de ces territoires.

Le monde change à une vitesse folle, les attentes de nos concitoyens et leurs problèmes également. Les recettes d'autrefois ne fonctionnent plus. Nous devons trouver ensemble les meilleurs moyens d'agir positivement. Il importe de prendre garde aux perceptions et d'inventer des actions nouvelles, dans un cadre partagé et décentralisé.

En Île-de-France, un jeune sur deux poursuit ses études. Le niveau de formation des jeunes inscrits à Pôle Emploi est nettement plus élevé qu'au niveau national, ce qui cache toutefois de grandes disparités. Par ailleurs, les 188 000 jeunes des quartiers populaires inscrits dans les missions locales peinent à trouver une solution d'insertion professionnelle et sociale. Ce constat plaide pour que les politiques de droit commun soient mieux articulées entre elles.

Le décrochage scolaire a été longtemps ignoré puis sous-estimé, faute de statistiques. L'évaluation partenariale de la politique de lutte contre le décrochage scolaire, menée par Frédérique Weixler en 2011, a amené à une compréhension plus fine du phénomène et à la mise en place d'un plan gouvernemental.

Depuis quelques années, l'Éducation Nationale a beaucoup progressé dans la perception de la situation. La formation professionnelle s'intègre désormais dans le dispositif global de formation, ce qui constitue un changement de paradigme pour un certain nombre de fonctionnaires. De la même manière, l'absence de coupure entre l'action des OPCA, des régions et de l'Éducation Nationale représente la seule garantie de progresser en matière de formation professionnelle. L'Éducation Nationale a conscience de ce qui doit être réalisé en interne pour prévenir l'abandon de la formation initiale. Il faut également travailler à la coordination des différents acteurs.

Le sujet est difficile car les acteurs sont nombreux. La loi NOTRe a reconnu un rôle de coordination à la Région. Il est difficile de faire travailler ensemble des gens qui possèdent des objectifs et des intérêts différents mais je m'y attelle avec rigueur et persévérance. Les différents dispositifs doivent être articulés, sans concurrence entre eux. Vous avez accepté de travailler à un pilotage conjoint dans le cadre des bassins emploi formation. Nous allons dans ce cadre signer une nouvelle feuille de

route fixant des objectifs partagés pour les missions locales, la Région et l'État. Nous favorisons ensemble l'alternance et l'apprentissage.

Enfin, les méthodes doivent changer pour repérer les jeunes décrocheurs. Sur cette question, la problématique majeure porte sur la garantie absolue de confidentialité et la manière d'aborder le jeune. Un cahier des charges doit être défini mais j'ai confiance dans les professionnels pour proposer un modèle intéressant. Le deuxième sujet consiste à définir le bouquet de services que nous proposerons aux jeunes.

Je conclurai sur la culture. Il n'est pas possible de faire comme si le réel ciment de notre communauté n'était pas la culture. Il s'agit de l'un des rares sujets où tout le monde possède une compétence. L'État dépense déjà des sommes considérables et nous discutons de quelques actions conjointes.

*Gilles PECOUT, Recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités*

Bonjour à tous. Après les interventions qui m'ont précédé, je me contenterai aujourd'hui d'interroger la typologie des actions concrètes de l'Éducation Nationale en académie, afin de pouvoir en évaluer les résultats et les marges de progression partenariales.

L'action francilienne s'inscrit dans le temps. La notion de décrochage a été prise en compte par les différents exécutifs de l'Éducation Nationale depuis une décennie. Nos académies ont été un observatoire et un lieu d'observation, avec des objectifs chiffrés et une amorce de résultat.

Un cap qualitatif et quantitatif a été franchi dans la lutte pour la persévérance scolaire. Quelques éléments s'imposent à la lecture du rapport final de la mission sur le décrochage, coordonné par Frédérique Weixler. Il convient en premier lieu d'inscrire la lutte contre le décrochage dans la politique de stratégie Europe 2020, qui prévoit des objectifs communs de diminution des décrocheurs en Europe. A ce titre, l'expertise comparative de l'OCDE doit toujours être gardée à l'esprit. De plus, la participation des jeunes à la mobilité internationale, développée par mes prédécesseurs, constitue un facteur de la stabilisation de leur parcours.

Par ailleurs, le décrochage représente un objectif cardinal de la refondation de l'école depuis 2013

et est au cœur de toutes les réformes de structure. La réforme du bac professionnel et de l'éducation prioritaire en sont deux exemples. Actuellement, une grande partie des étudiants ayant échoué au bac professionnel ne se représentent pas. Le droit au redoublement dans son établissement peut constituer une solution.

Enfin, la lutte contre le décrochage s'affirme explicitement comme une action commune, qui doit être évaluée comme une politique publique partenariale. Ce partenariat est nécessaire. La loi NOTRe attribue à la Région le rôle de coordinateur des acteurs et des actions. Nous nous félicitons que la Région l'assume pleinement.

Celle-ci est au cœur voire à la tête de ces dispositifs partenariaux. Elle détient comme objectif la prévention, à travers l'identification des jeunes fragiles et le renforcement des dispositifs de sécurisation individuels et collectifs des parcours.

S'agissant du premier aspect, je me hasarderai à avancer quelques chiffres, même si les statistiques sont mouvantes. Je propose à ce sujet que nos services retravaillent ensemble le cadrage des données. En 2015, 29 000 décrocheurs ont été identifiés dans les académies de Paris, Créteil et Versailles, soit 1/5<sup>ème</sup> de la population des décrocheurs français. Ce chiffre s'inscrit en baisse par rapport aux années précédentes (20 % depuis 2012). La part majoritaire des garçons ne décroît pas. Ces cohortes sont contactées à hauteur de 75 % par nos plateformes. 18 % restent injoignables. Le taux de suivi atteint 44 %. Une certaine déperdition est constatée mais elle doit être relativisée dans la mesure où certains élèves ont trouvé une solution au moment où ils sont contactés alors que d'autres sont déjà pris en charge par l'État.

Le taux d'injoignables doit être une priorité commune. Nous souhaitons rendre encore plus explicite l'action des référents décrochage dans les établissements. Il faut nous assurer que ces référents travaillent avec l'ensemble des équipes éducatives et administratives.

Le décrochage se travaille également en amont, au sein des classes, à l'aide de dispositifs pédagogiques innovants et d'une approche plus personnalisée. De Versailles à Créteil, les exemples sont nombreux. Une cartographie régionale et inter-académique devrait être élaborée. Le regard sur les innovations pédagogiques en évaluation doit être éclairé par cet objectif de lutte efficace contre le décrochage.



Au sein des établissements, de nombreuses initiatives sont prises, notamment pour développer le sentiment d'appartenance. Le programme de rénovation et de sécurisation des lycées, porté par la Région, y contribue tout comme le complément de dotation exceptionnelle qu'elle a dégagé pour les établissements engageant des actions de lutte contre le décrochage.

En aval, des actions ponctuelles de raccrochage réussissent mais au-delà, la lutte contre le décrochage passe par la possibilité d'offrir des formations attractives et ouvertes et d'y projeter les jeunes. Le plan des 500 formations nouvelles, dont 100 en Île-de-France, nous y encourage.

Pour conclure, nous réaffirmons notre volonté de collaborer pleinement avec la Région, à tous les niveaux, en étroite collaboration avec l'enseignement supérieur, les associations et les familles. L'expérience dite des alliances éducatives, lancée par la Ministre de l'Éducation Nationale, constitue une nouvelle occasion de réunir tous les acteurs autour de la table.

### *Valérie PÉCRESSE*

Je vous remercie et félicite l'Éducation Nationale pour sa mobilisation. La Région n'est qu'un ensemble et le travail essentiel se fait dans les établissements.

*Marie-Amélie DORING-SERRE, Consultante, division du conseil et de la mise en œuvre des politiques éducatives, direction de l'éducation et des compétences à l'OCDE*

Bonjour à tous. Tous les pays de l'OCDE sont confrontés au problème de l'échec scolaire et du décrochage. Près d'1 élève sur 5 n'atteint pas le niveau de compétence minimal de base, niveau 2, pour fonctionner dans la société d'aujourd'hui. La probabilité que les élèves issus de milieux socio-économiques modestes soient peu performants est deux fois plus forte, ce qui dénote un manque d'équité.

L'OCDE mesure le décrochage scolaire en se fondant sur le pourcentage d'adultes de 25 à 34 ans dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle du secondaire. La notion de décrochage scolaire est toutefois très nationale.

Ce phénomène a un impact salarial et social. Les bénéfices économiques de l'investissement dans l'achèvement du second cycle du secondaire l'emportent sur tous les coûts dans les pays de l'OCDE.

Trois grandes causes – personnelles, familiales/socio-culturelles et scolaires – expliquent le décrochage. Il s'agit du résultat d'un long processus de désinvestissement de l'élève. Six indicateurs du décrochage scolaire sont dénombrés :

- ▶ les résultats scolaires ;
- ▶ le comportement des élèves ;
- ▶ le milieu des élèves et la famille ;
- ▶ les structures, les ressources et les pratiques des établissements d'enseignement ;
- ▶ certaines politiques éducatives systématiques ;
- ▶ le marché du travail.

Selon PISA 2012, la corrélation entre l'indice PISA du statut économique, social et culturel et les résultats en mathématique demeure forte. Un écart de performance d'environ 21 points est constaté entre les élèves issus de l'immigration et les autres.

La manière dont l'enseignement est dispensé, les activités extrascolaires, la discipline, etc., ont un impact important sur l'apprentissage, la motivation et le sentiment d'appartenance des élèves.

Plusieurs pistes, ayant fait l'objet d'expérimentations dans différents pays européens, sont identifiées pour éviter le décrochage :

- ▶ améliorer l'équité et réduire l'échec scolaire ;
- ▶ rompre avec les politiques systématiques, propices à l'échec des établissements et des élèves ;
- ▶ aider les établissements d'enseignement et les élèves défavorisés à améliorer leurs performances ;
- ▶ mettre en œuvre des politiques d'investissement de la petite enfance au second cycle de l'enseignement secondaire.

Des mesures préventives existent pour éliminer le redoublement, telles que l'élaboration de stratégies d'évaluation et de soutien pour les élèves qui prennent du retard pendant l'année.

Différentes pistes sont identifiées pour retarder la sélection et éviter l'orientation précoce :

- ▶ poursuivre l'enseignement général jusqu'au deuxième cycle du secondaire ;
- ▶ éliminer les filières peu valorisées ;
- ▶ limiter le groupement par aptitudes à des matières spécifiques ;
- ▶ augmenter les possibilités de changement de filières ou de classes ;
- ▶ s'assurer que toutes les filières offrent aux élèves des programmes scolaires ambitieux et un enseignement de qualité.

Afin de trouver un juste équilibre entre choix et équité, diverses mesures sont possibles :

- ▶ envisager des dispositifs de choix contrôlé, pour combiner choix parental et équité ;
- ▶ mettre en place des incitations pour permettre aux élèves défavorisés de fréquenter des établissements d'enseignement de qualité ;
- ▶ aider les parents à faire un choix éclairé.

Pour adapter les modes de financement aux besoins des établissements et des élèves, il est possible de :

- ▶ fournir un accès à des services d'Éducation et Accueil des Jeunes Enfants de qualité, en particulier pour les enfants à risque ;
- ▶ tenir compte des coûts supplémentaires liés à l'enseignement aux élèves défavorisés ;
- ▶ allier autonomie et mécanisme de responsabilisation concernant l'affectation des ressources, pour s'assurer qu'elles parviennent à ceux qui en ont le plus besoin.

Il convient également de concevoir des filières équivalentes dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire pour garantir l'achèvement des études.

Afin de renforcer et soutenir la direction des établissements défavorisés, différentes options sont possibles :

- ▶ développer et renforcer la formation des chefs d'établissements défavorisés peu performants ;
- ▶ mettre en place des programmes de coaching, de mentorat et des réseaux pour les chefs d'établissement ;

- ▶ développer des stratégies pour attirer et retenir les chefs d'établissements compétents dans les établissements défavorisés.

Il importe en outre de promouvoir un climat et un niveau scolaire propices à l'apprentissage. Il est possible de citer, parmi les pistes identifiées :

- ▶ privilégier le développement d'une ambiance de travail positive dans les classes ;
- ▶ promouvoir l'usage des SI comme outil de diagnostic pour identifier les élèves en difficulté et les facteurs à l'origine des perturbations de l'apprentissage ;
- ▶ s'assurer que les établissements défavorisés apportent à leurs élèves un soutien adéquat et opportun ;
- ▶ considérer des façons alternatives d'organiser le temps d'instruction sur la journée, la semaine ou l'année.

Pour attirer, soutenir et retenir des enseignants de qualité, il est possible de :

- ▶ aligner la formation initiale et continue des enseignants sur les besoins des établissements défavorisés ;
- ▶ proposer un système de tutorat aux enseignants débutants qui travaillent dans des établissements défavorisés ;
- ▶ offrir des contrats de travail favorables pour retenir les enseignants compétents dans ces établissements ;
- ▶ élaborer des systèmes d'incitation financière et professionnelle adaptés pour retenir les enseignants de qualité.

Il faut également mettre au point des stratégies pédagogiques et efficaces pour la classe. En termes de principes d'apprentissage, il convient de :

- ▶ accorder une place centrale à l'apprenant ;
- ▶ s'assurer que l'apprentissage soit social et collaboratif ;
- ▶ être conscient des motivations de l'apprenant et de l'importance des émotions ;
- ▶ être attentif aux particularités individuelles, notamment en ce qui concerne les connaissances préalables ;
- ▶ exiger beaucoup de chaque apprenant, sans excès ;

► recourir à des évaluations conformes aux objectifs, en réservant une place privilégiée au feedback formatif ;

► favoriser la connexité horizontale entre activité et discipline.

Il importe également de promouvoir l'utilisation d'une combinaison équilibrée de méthodes pédagogiques centrées sur l'élève et d'ajustement des programmes scolaires et des pratiques d'évaluation mais également de s'assurer qu'un programme avec un niveau d'exigence élevé est appliqué dans ces établissements.

Il faut en outre établir des liens entre les établissements, les parents et les communautés :

► améliorer et diversifier les stratégies de communication, en ciblant les parents les plus difficiles à atteindre et en leur fournissant des conseils pour aider leurs enfants ;

► identifier et encourager les individus issus des communautés où se trouve l'établissement défavorisé à soutenir les élèves et à les aider dans leur apprentissage ;

► établir des liens avec les acteurs locaux.

En conclusion, le décrochage scolaire n'est pas une fatalité. Le problème doit être examiné du côté de l'offre, et des besoins de l'apprenant. La clé est de savoir innover autour de cette question, de manière partenariale. D'où l'importance de ce type de colloque.

**Jean-Michel BLANQUER**, *Directeur général du groupe ESSEC*

Le sujet est grave, il est désolant pour notre société mais des solutions peuvent être trouvées.

D'après Eurostat, 9,7 % des moins de 25 ans étaient, en 2013, sans situation de travail ou de formation en France (12 % au sein de l'Union européenne). Il ne s'agit donc pas d'un problème typiquement français mais d'un problème de société moderne et post-moderne.

Le sujet du décrochage est relativement récent, datant d'une trentaine d'années. Auparavant, il n'était pas perçu comme un sujet de société. La nouveauté tient à son caractère intolérable, sachant qu'être sans diplôme constitue désormais un facteur de marginalisation.

Une relative continuité et une bonne coopération sont observées en matière d'action publique dans ce domaine. Les différentes évolutions normatives ont permis de progresser même si d'importants efforts restent à faire. En particulier, les apprentis sont très mal cernés par nos institutions, ce qui contribue aux divergences de chiffres.

Deux niveaux d'action peuvent être identifiés : l'écosystème ; la cible du décrochage.

La question de l'écosystème est très large. Le décrochage représente le thermomètre des difficultés scolaires. Tout se joue très jeune. Il convient de lutter contre les inégalités, en premier lieu de langage et de vocabulaire, et ce dès la maternelle. Lire, écrire et compter sont plus que jamais nécessaires. Respecter autrui constitue un mot clé de l'école primaire. Les soft skills doivent être développés dès l'élémentaire. Au niveau du collège, il convient d'améliorer la prévention du décrochage. Associer les familles est primordial à ce titre. La mallette des parents, expérimentée dans l'académie de Créteil, a eu un impact scientifiquement mesuré sur le comportement des élèves, l'absentéisme, la non-violence et l'échec scolaire. Il importe également de développer les réseaux. Les politiques de découverte professionnelle doivent être renforcées et les expériences dépasser le milieu social et géographique des jeunes.

Par ailleurs, un focus doit être réalisé sur le lycée professionnel. L'apprentissage et la coordination entre État et Région méritent d'être développés. La Région doit être responsabilisée au maximum pour ce qui concerne le sort des élèves.

Quelles sont les solutions ? Je crois beaucoup aux expérimentations, telles que les Micro Lycées, qui essaient partout en France. Le déploiement du service civique offre aussi des solutions très concrètes. Enfin, l'apprentissage constitue également une clé du raccrochage. Nous devons adopter une vision d'ensemble, par cercles concentriques. Il importe de préserver des solutions diverses et une cohérence entre les institutions. Il nous faut rentrer dans des logiques de long terme, supposant que nous sachions tirer des leçons de l'expérience, des comparaisons internationales et des sciences.

# Table ronde n°1 :

## Quelles sont les causes du décrochage ?

*Dr Dominique MONCHABLON, psychiatre, chef du service du Relais étudiants lycéens (Fondation Santé des Étudiants de France – FSEF)*

*M<sup>me</sup> Laurence LIBERT, proviseure du lycée Tour des Dames à Rozay-en-Brie (académie de Créteil)*

*M<sup>me</sup> Christine DELORIERE, assistante sociale du lycée Alfred Noel à Clichy-sous-Bois (académie de Créteil), impliquée dans le GPDS (Groupe de Prévention du Décrochage Scolaire)*

*M<sup>me</sup> Agnès VAN-ZANTEN, directrice de recherches CNRS, observatoire sociologique du changement de Sciences Po Paris*

*M. Guillaume NIL, témoignage*

*Les débats sont animés par Martine DAOUST, ancienne rectrice de l'académie de Poitiers.*

### Martine DAOUST

Je suis ravie de piloter cette table ronde autour des causes du décrochage, qui réunit plusieurs professionnels. Le décrochage est très polymorphe dans son expression et son étiologie. La décision de décrochage n'est pas prise par l'élève du jour au lendemain mais se construit au fil du temps. Nous savons peu de choses sur les événements de vie qui y participent.

Différentes actions sont mises en place pour essayer de ramener les décrocheurs dans la norme. Nous empilons des mesures, peu évaluées, sans savoir si cette énergie humaine et financière est efficace.

La composante psychosociale qui sera abordée comprend les compétences cognitives mais également les *soft skills*.

L'enquête HBSC, réalisée tous les 4 ans, concerne 41 pays et 11 000 élèves en France et fournit des renseignements très intéressants. La perception du bien-être à l'école est, entre autres, mesurée. Cette étude nous éclaire sur le fait que le climat scolaire est important dans la construction de l'élève mais également dans la réussite scolaire. Il s'agit d'un enjeu majeur pour les politiques éducatives.

Par ailleurs, l'indice de satisfaction scolaire permet de définir deux grandes populations d'élèves. Les plus satisfaits n'ont pas d'addiction, aiment la vie, ont de bons rapports avec les autres et confiance

en leurs professeurs. Les autres ont un risque 3,3 fois plus élevé de rencontrer des problèmes dans leur scolarité et d'insatisfaction personnelle. La satisfaction scolaire et sa perception constituent donc un paramètre très important, relié aux résultats scolaires, au soutien entre élèves et à la confiance dans les professeurs.

### Dominique MONCHABLON

Je vous invite à participer à notre expérience clinique à partir de trois points d'observation :

- ▶ notre consultation d'évaluation pluri professionnelle du Relais étudiants lycéens ;
- ▶ la consultation d'évaluation des collégiens polyexclus ;
- ▶ le Fil Harmonie, dispositif téléphonique d'analyse de cas, dédié aux professionnels de l'Éducation Nationale.

Le décrochage scolaire revêt plusieurs causes :

- ▶ les problématiques socio-économiques et culturelles ;
- ▶ la massification de l'enseignement secondaire ;
- ▶ l'intégration du handicap ;
- ▶ la sélectivité accrue ainsi que la compétition et l'individualisme croissants ;
- ▶ les stratégies d'enseignement parallèles coûteuses ;
- ▶ l'absence de soutien familiale.

Différents facteurs viennent aggraver les vulnérabilités familiales :

- ▶ les précarités affectives et socioéconomiques croissantes ;
- ▶ la pression quant aux performances ;
- ▶ des problématiques transculturelles liées aux flux migratoires successifs.

Le système éducatif à deux vitesses se renforce. La discontinuité et la souffrance familiale modifient le rapport aux apprentissages. Il s'agit d'un climat propice aux difficultés scolaires et aux troubles des conduites, par auto-sabotage actif ou passif.

*A contrario*, la continuité et la réussite familiales favorisent l'excellence scolaire. À quel prix toutefois ? La cohérence affective, culturelle et sociale de la famille, la disponibilité et la projection dans l'avenir constituent des facteurs positifs. En revanche, l'assignation à réussir aggrave la pression scolaire. Ainsi, les pathologies de stress sont de plus en plus précoces.

Le décrochage scolaire correspond à une expression univoque et simple de difficultés complexes. Il nécessite une investigation exhaustive et des réponses différenciées :

- ▶ une sémiologie de l'absence ;
- ▶ une analyse des éléments objectifs de l'efficienciaire et une attention particulière aux représentations subjectives de l'environnement scolaire (dimension cognitive, éducative et sociale) ;
- ▶ une exploration de la vie familiale.

Le décrochage scolaire peut constituer une solution temporairement satisfaisante à une tension interne entre soi et soi, entre soi et l'environnement familial ou entre soi et l'environnement scolaire. Il s'inscrit dans un processus temporel. Il succède à de nombreux signaux d'alarme (« la phase de lutte »). Il suscite un soulagement immédiat (« la phase de renoncement ») et ses bénéfices secondaires sont conséquents (à la fois pour le jeune, la famille et l'institution scolaire). Il entraîne toutefois de multiples conséquences (« la phase de révolte ou de résignation »), à court, moyen et long termes.

En conclusion, l'école est révélatrice de toutes les vulnérabilités. La souffrance psychique est génératrice des échecs scolaires. Le décrochage est-il l'expression mutuelle d'un désamour scolaire ou une tentative délétère de résolution de conflits ou de revalorisation narcissique ?

## Laurence LIBERT

Je précise en préambule que mes propos n'engagent que mon établissement, mes équipes et moi-même. Le lycée dont je suis responsable est localisé à Rozay-en-Brie, commune rurale au centre de la Seine-et-Marne. Il compte 984 élèves, des filières générales, 3 filières technologiques et 3 filières professionnelles tertiaires.

Les élèves sont otages des transports et vivent de longues journées. Rien n'est possible en dehors du temps scolaire, d'autant que le tissu associatif est inexistant à Rozay-en-Brie.

Le profil des décrocheurs est différent en fonction des cursus de formation. Des différences sont observées entre les formations généralistes et professionnelles. La grande majorité des décrocheurs sont en filière professionnelle. Les signes annonciateurs sont les absences, des résultats faibles ou en baisse et les liens défaillants voire inexistantes avec les familles.

Pour les filières générales et techniques, le décrochage a lieu généralement en première ou en terminale, à l'approche des examens. Il est souvent brutal. Certains élèves craquent sous la pression ou parce que l'orientation, choisie généralement par leurs parents, ne leur convient pas.

Dans les lycées professionnels, les causes du décrochage sont multiples. Certains élèves choisissent leur orientation selon des critères géographiques. D'autres sont très peu motivés pour le scolaire. L'orientation peut être subie ; les élèves sont en perte de sens mais manifestent une mauvaise volonté pour rebondir. Pour ces élèves, les stages en entreprise se passent très bien. L'apprentissage pourrait être une bonne solution, sauf qu'ils n'en ont pas envie. Il arrive également que le contenu des enseignements les déçoive.

Lorsque les élèves décrocheurs arrivent à être maintenus jusqu'au bac, certains le réussissent mais d'autres le ratent et choisissent de redoubler car ils sont conscients qu'il est impossible de s'insérer professionnellement sans diplôme.

Nous effectuons un dépistage par le suivi de l'absentéisme, avec une Commission sur l'absentéisme et l'aide des familles.

Cette année, quelques inquiétudes portent sur la seconde professionnelle, où nous n'avons jamais connu autant de décrochages. Nous en étudions

actuellement les raisons et allons tester pour la première fois l'outil LYCAM, qui permet d'obtenir une analyse plus fine des difficultés de l'élève.

En conclusion, nous ne réussissons la lutte contre le décrochage qu'en gérant des cas uniques et en individualisant les actions qui seront mises en place, avec beaucoup de souplesse, d'inventivité et d'humanité.

### Christine DELORIERE

Le lycée dans lequel j'exerce comprend des filières professionnelle, technologique et générale. Un GPDS s'est créé en 2008, suite au constat d'impuissance de tous les professionnels. Il comprend plusieurs axes :

- ▶ porter un regard sur les élèves en risque de décrochage ;
- ▶ trouver une solution personnalisée à l'élève ;
- ▶ repérer les dysfonctionnements institutionnels et collectifs qui peuvent générer du décrochage.

Je m'attache plus particulièrement aux facteurs familiaux, sociaux et à ceux liés au mal-être du jeune. Certains élèves ont l'impression, à 14 ans, de jouer leur vie. Leurs projets personnels sont alors peu clairs ou sont traduits par ceux des parents. Les orientations sont non choisies et des malentendus peuvent se produire sur certaines filières, et créer un sentiment de relégation.

Parfois, les jeunes rencontrent des difficultés à s'adapter au lycée. Les familles peuvent éprouver de la crainte à l'égard de l'institution scolaire, qu'elles transmettent à leurs enfants. Des phénomènes de quartier et de territoire interviennent également, empêchant certains élèves de venir au lycée. D'autres refusent l'école pour s'opposer à leurs parents. Dans certaines familles, les jeunes sont au cœur de conflits. Quelquefois, ils possèdent une mission de protection à l'intérieur de leur maison et n'arrivent pas à s'en détacher.

La précarité sociale constitue aussi un obstacle à l'assiduité scolaire (hébergement dans des conditions effroyables, difficultés d'accès aux droits notamment).

Les élèves majeurs peuvent être amenés à travailler pour aider leur famille ou parce qu'ils ont quitté le domicile familial.

Les aléas de l'existence tels que les problèmes de santé ou les divorces ont déjà été évoqués, je n'y reviendrai pas.

Confrontés à un manque d'estime de soi et à un mal-être, les jeunes ont en outre des difficultés à se rendre compte de ce qui est positif.

Enfin, beaucoup d'élèves décrocheurs vivent ou ont vécu des situations de harcèlement. Pour eux, l'école n'est pas synonyme de sécurité. De plus, le harcèlement s'étend à la maison, via les réseaux sociaux et le cyber harcèlement.

En conclusion, comprendre les causes et les conséquences du décrochage scolaire correspond à une évaluation diagnostiquée pluri professionnelle en lien avec des partenaires extérieurs. Des aides doivent être trouvées à chaque situation singulière. Grâce à ce socle, nous pourrions élaborer des stratégies de remobilisation.

### Agnès VAN-ZANTEN

J'organiserai mon propos autour de quatre idées primordiales :

- ▶ considérer le décrochage comme un processus, pour éviter de figer la population concernée ou de la stigmatiser et pour pouvoir agir en continu et de façon globale ;
- ▶ considérer toutes les dimensions du décrochage (cognitives, institutionnelles, etc.) ;
- ▶ ne pas séparer les causes psychosociales des causes scolaires ;
- ▶ être vigilant par rapport aux actions mises en place, sachant qu'un certain nombre ont des effets contreproductifs.

J'insiste sur l'importance de se pencher très tôt sur ce processus, non pas pour pointer du doigt les décrocheurs mais pour analyser les processus qui, dès l'école maternelle ou primaire, conduisent au décrochage.

C'est dans la confrontation avec l'école que se crée ce processus. À l'école, le niveau d'exigence est élevé dès le départ et produit chez les enfants des malentendus puis des difficultés. Dès la maternelle, des enfants n'arrivent pas à entrer dans la logique d'apprentissage. Les difficultés sont aggravées par les devoirs à la maison, qui ne permettent pas de repérer les sources de défaillance. Les élèves qui entrent dans ce type de processus ne sont pas repérés : ils sont souvent silencieux ; les enseignants tendent ainsi à se concentrer sur le groupe classe qui avance et ne sont pas formés pour suivre des entités hétérogènes.

Les réponses apportées jusqu'à présent se sont avérées totalement inefficaces, en premier lieu le redoublement.

Au collège, les enfants entrent dans une période d'adolescence, au sein d'une institution scolaire devenant encore plus complexe et difficile. Les exigences sont très fortes et le soutien limité, en dépit des actions d'accompagnement. Les réponses apportées (redoublement et orientation des élèves vers des classes spécifiques) ne sont pas adaptées. La ségrégation des élèves au collège accroît les difficultés. Des dispositifs variés ont été mis en place, tels que les classes relais, mais leur efficacité est diminuée par le manque de concertation. On assiste à une délégation en cascade des problèmes, qui sont rarement réglés.

Au lycée, le décrochage se manifeste beaucoup par l'absentéisme. Celui-ci fait l'objet d'un acte comptable mais ses causes ne sont pas toujours recherchées. Les absents virtuels sont également nombreux au lycée.

Face à ce constat, l'intérêt précoce pour les processus qui conduisent au décrochage est important. Il convient également de mettre en place une approche globale, qui tienne compte de toutes les dimensions du phénomène. Une démarche collective doit être instaurée. À l'heure actuelle, le partenariat se pratique sous une forme institutionnelle mais reste très modéré. Les projets avec un suivi dans le temps entre les différents professionnels sont rares. Enfin, l'école tend beaucoup à ignorer la population d'élèves moyens et moyens/faibles, au profit des élèves très faibles ou des bons élèves. Il importe d'entreprendre des politiques territoriales plus ambitieuses, s'adressant à un public large, sans négliger l'individualisation au niveau du traitement.

## Martine DAOUST

Nous avons la chance d'accueillir Guillaume Nil, qui est venu nous faire part de son témoignage.

## Guillaume NIL

Bonjour, j'ai été décrocheur scolaire. J'ai été diagnostiqué très jeune surdoué et par des méthodes d'enseignement archaïques et un contact difficile avec les autres, j'ai rencontré beaucoup de difficultés à m'intégrer en primaire. Par la suite, une dysgraphie et une dyspraxie m'ont été diagnostiquées. J'ai dû redoubler ma sixième, j'ai fait face à une dépression

qui m'a fait décrocher dès la cinquième. J'ai ensuite intégré des établissements privés hors contrat, dans des centres de réadaptation à la vie scolaire, qui m'ont permis d'aller jusqu'en seconde. J'avais toutefois très envie de retourner dans le public, ce que j'ai réussi grâce à l'expérimentation du Micro Lycée à Cergy-Pontoise. Le LNC m'a permis de me sentir à l'aise, de me réadapter socialement, d'obtenir mon bac et de poursuivre des études supérieures sans grande difficulté.

## Martine DAOUST

Avec le recul, quels sont les facteurs qui auraient pu vous aider à ne pas décrocher ?

## Guillaume NIL

Le corps enseignant n'a jamais été compréhensif face à mes difficultés. Lorsque j'étais au collège, il a eu la mauvaise idée de me doter d'un ordinateur portable en classe, sans aucune autre forme d'aide. Des enseignants l'ont mal pris et m'ont véritablement laissé tomber.

---

## Échanges avec la salle

*Jean SPIRI, Conseiller régional, Président du CRIPS Île-de-France*

Je suis Président du CRIPS, organisme associé de la Région qui intervient dans les lycées sur les thématiques d'éducation à la vie affective et sexuelle et de la lutte contre les drogues. Les questions de santé sont centrales, elles sont à la fois des symptômes et des causes.

Vous avez évoqué le mal-être des jeunes. La prise en compte de la santé mentale a été pendant longtemps tabou. Or des situations de harcèlement ou de discrimination peuvent donner lieu à des épisodes extrêmement durs et conduire à du décrochage. D'autres problèmes sont plus intriqués avec les difficultés scolaires.

Au sujet des consommations de tabac, d'alcool ou de drogues, il importe de rappeler des vérités simples telles que l'âge de maturation du cerveau et de comprendre que ces consommations excessives font partie d'un tout. Nous ne pouvons pas nous occuper des questions de santé sans une approche

plus générale sur le mal-être. Les questions d'alimentation et de qualité du sommeil sont également importantes.

Enfin, les relations avec les pairs ont été évoquées à plusieurs reprises. Nous essayons de développer des formations en ce sens au CRIPS. En effet, il importe de compter dans son entourage des camarades dotés des bonnes compétences pour délivrer les bons conseils et orienter.

### **Samir SOUADJI**

Je suis directeur d'une association à Tremblay en France. J'ai été attentif aux propos de Madame Delorivière. Pour avoir dirigé deux équipes de prévention dans le 93, j'ai l'impression que les problématiques de nos territoires ne changent pas. Les logiques de quartier constituent une réalité. Je me demande comment favoriser les liens entre l'Éducation Nationale et les associations de proximité.

### **Martine DAOUST**

Au-delà des moyens, un porteur de projet est nécessaire pour établir le lien entre tous les acteurs. À défaut, une multitude d'actions disjointes cohabitent.

### **Christine DELORIERE**

Nous devons travailler tous ensemble, y compris avec les associations, qui nous offrent une vision de la vie des quartiers. Se pose toutefois une question de moyens. À Clichy-sous-Bois par exemple, les éducateurs ne sont que trois et ne couvrent que trois quartiers de la ville. Les jeunes doivent en outre être aidés, y compris financièrement, à tenir dans leur scolarité.

### **Dominique MONCHABLON**

Les Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM) réunissent les acteurs de santé du territoire, les services de santé scolaire et les associations. Ils ne nécessitent aucun moyen mais une curiosité intellectuelle des acteurs, de l'engagement et du temps.

### **De la salle**

Les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs permettent que les différents partenaires des plateformes se rencontrent. Le pilotage pose peut-être question.

### **Samir SOUADJI**

Des experts sont présents sur le terrain. L'Éducation Nationale ne les utilise pas. Certains établissements refusent que je collabore, au motif que je ne possède pas d'agrément Éducation Nationale.





# Table ronde n°2 :

## La prévention du décrochage

*M<sup>me</sup> Laetitia TOTEL, formatrice en mathématiques au CFA BTP d'Ocquerre*

*M<sup>me</sup> Barbara MARTIN, principale du collège Robert Doisneau à Itteville*

*M. Xavier VILLARMET, directeur de l'école et du collège Antoine de St Exupéry à Asnières pour présenter l'action de la Fondation Espérance banlieue*

*M. Thibault ERNOUF, PH à l'Hôpital psychiatrique de Ville-Evrard*

*M<sup>me</sup> Manon ALBOUY, témoignage*

*M. Anthony GOUPIL, témoignage*

*Les débats sont animés par Pascal CHARVET, inspecteur général honoraire de l'Éducation Nationale, ancien directeur général de l'Onisep.*

### Pascal CHARVET

Même si des progrès dans sa prise en charge ont été effectués, le décrochage scolaire demeure une réalité forte et incontestable. Si l'on part d'un autre constat, on ne saurait avancer.

Cette persistance, malgré des mesures positives et un travail sur le terrain des Groupes de Prévention du Décrochage Scolaire et des Missions de Lutte contre le Décrochage Scolaire qu'il faut saluer, nous amène à nous interroger sur cette forme d'impuissance mêlée sans doute à un certain fatalisme, qui aboutit à une tolérance culturelle sociale et éthique à l'égard du décrochage, alors que nous savons tous combien sont douloureuses ses conséquences. Le risque serait grand de s'inscrire dans une spirale où le raccrochage serait la seule réponse à ce décrochage, intervenu une fois qu'a cessé chez l'élève l'adhésion au système scolaire et à ses promesses.

Mais peut-on traiter de cette question de la prévention à la fois personnelle pour ceux qui sont sur le point de décrocher, et collective pour nous, pédagogues, sans s'interroger sur l'institution scolaire dans son ensemble, sur les conditions sociales qui conditionnent ou programment ce décrochage, sur la crise sociétale que nous connaissons ? Est-on condamné à jouer les pompiers sans toucher à l'essentiel qui est précisément le sens de l'école dans la société ? À notre échelle, dans le cadre de cette réflexion sur une politique et

une stratégie de prévention plus efficace, nous ne saurions redéfinir ici le statut et le sens de l'école dans la construction sociale et civique, mais nous devons nous poser la question du décrochage à partir des *représentations* de l'école, qui sont décisives dans les processus de maturation d'un décrochage. Certains refusent d'envisager l'école comme un lieu d'émancipation polyvalente. Mais pour les élèves qui accumulent les difficultés à l'extérieur, dans leur milieu familial, social, économique, géographique, ou par leur singularité psychologique, si l'école n'est pas autre chose, si elle ne leur apparaît pas comme un cadre alternatif, leur offrant un contexte positif, voire compensateur de développement personnel – alors pourquoi s'accrocheraient-ils à ce milieu, à ce qui ne se présente pas comme une issue ?

Comment socialiser sans encourager l'individuation des élèves ? Comment intégrer sans valoriser efficacement la diversité des talents ? Nous savons mal dans notre pays diversifier nos valeurs et s'il est vrai que le savoir est émancipateur, tous les savoirs le sont et à même hauteur dans toutes nos voies, générales, technologiques, professionnelles ou dans l'apprentissage. Donner une autre représentation de l'apprentissage serait déjà un pas immense dans la prévention. Ne plus le tenir pour un lieu de relégation mais en mettre en avant tout son potentiel. Et combattre efficacement l'orientation par défaut qui dans la voie professionnelle voire aujourd'hui dans la voie générale, est un facteur de décrochage, serait déjà une prévention salutaire.

Comment élever et instruire sans motiver ?

Qu'y a-t-il de plus exaltant que d'animer des jeunes, au-delà de la simple transmission disciplinaire ? La solution est probablement plus que dans l'interdisciplinaire, dans le développement, à l'intérieur de l'école, d'actions pédagogiques culturelles intégrées, valorisées dans le cursus scolaire, et permettant l'expression de talents qui ne sont pas recherchés d'habitude. Car de deux choses l'une : soit l'école est simplement le lieu de la transmission de savoirs disciplinaires, soit elle est un espace de formation intellectuelle, d'acculturation et de socialisation des adultes à venir. Dans le second cas, il y a plus et mieux à faire, non seulement pour les potentiels décrocheurs - ceux qui ne s'en sortent pas - mais pour tous ceux qui s'y ennuiant - ceux qui ne s'y retrouvent pas -. Car l'arbre du décrochage cache aussi la forêt de l'ennui pour tous ceux qui, mieux étayés mais pas plus heureux, se morfondent encore à l'école de la République. Ce plus et ce mieux passent par les initiatives prises dès l'école, pour incarner les savoirs dispensés, qui ne sont jamais que les moyens d'un épanouissement personnel et professionnel. Au-delà de la pédagogie, au-delà de l'intégration des outils et des approches numériques passionnantes certes, c'est la méthode de potentialisation des dons, des forces et des désirs de l'élève qui est en jeu et ce dans toutes les voies scolaires. Qu'il s'agisse de théorèmes mathématiques, de règles linguistiques, de mécanismes physiques ou d'histoire littéraire la connexion avec les appétits des jeunes peut passer par des formules inédites. C'est sans doute dans les actions et les projets de mise en pratique, de mise en musique personnelles des savoirs, en stimulant les initiatives de travaux, de modélisation artistiques ou artisanales des connaissances, au niveau de la classe ou de l'établissement que l'on peut rendre les connaissances et les compétences, attractives. Le Théâtre, catalyseur physique et intellectuel de savoirs et d'expériences, a lui-même, par un effet de retour, un impact fort sur les pratiques innovantes au Lycée et plus particulièrement sur le décloisonnement des disciplines.

C'est pour cela que les expériences locales, les dispositifs particuliers mis en place sur le terrain, même s'ils ne sont pas universalisables, peuvent être des benchmarks pour une tactique de prévention et d'amélioration globale de l'image de l'école.

Deux points de vue pouvaient être adoptés dans cette table ronde le premier, celui des actions que mènent les GPDS dans les établissements, dans lesquels les personnels de la MLDS, en véritable

alliance éducative, participent au repérage des jeunes décrocheurs en lien avec les « référents du décrochage scolaire » et participent à des actions de prévention, voire à des séquences de formation pour les jeunes lors des actions de remédiation et de remobilisation mises en œuvre dans des établissements scolaires. Madame Delorière (dans les causes du décrochage) ainsi que M<sup>me</sup> Houban de la Mission locale de Paris (dans le raccrochage) évoquent déjà ces actions où sont impliquées aussi parents, assistantes sociales et médecins car le décrochage est également une affaire de santé. Si ce travail évoqué dans d'autres tables rondes permet de repérer un certain nombre d'adolescents au bord du décrochage et de les aider, cela est déjà essentiel. Il ne peut cependant se développer que si l'on fait conjointement évoluer les pratiques dans les établissements. Or la tradition en France est beaucoup plus curative que préventive.

C'est pourquoi dans cette table ronde, nous avons choisi de creuser davantage un second point de vue, celui des acteurs dans les établissements.

Pour notre point de vue qui prend en compte les différents contextes des jeunes sur les plans personnel, familial et scolaire, nous disposons d'une foule de dispositifs inspirés des travaux du canadien Laurent Fortin (*Trait d'union* (2010), proposés par le MENSUR, les collectivités territoriales, et les associations centrés sur l'accompagnement, tels les parcours individualisés, la communication avec les adultes, l'estime de soi, le sens donné aux apprentissages ou encore la création de cellules de veille et de prévention. Ces travaux sont fort intéressants mais pour être porteurs d'une grande ambition, ils doivent s'incarner dans des acteurs à même de nous apporter une réponse territoriale (État Région) commune et forte sur les points de prévention.

Manon Albouy, pouvez-vous nous expliquer ce qui vous a conduit au décrochage ?

**Manon ALBOUY**

J'ai arrêté l'école à 16 ans. Je n'étais plus motivée pour aller à l'école et étais très turbulente. Au début de la première, le lycée m'a invitée à changer de comportement ou à démissionner. J'ai alors décidé d'arrêter l'école. J'ai ensuite travaillé deux ans sur les marchés. Je voulais néanmoins faire quelque chose qui me plaisait. J'ai rencontré l'école de la deuxième chance, qui m'a permis de réaliser beaucoup de

stages pour trouver ma voie professionnelle. Je l'ai trouvée dans le social. L'école m'a accompagnée pour passer le DAEU, que j'ai obtenu en un an, avec des cours du soir. Je travaille à présent dans le social, dans un domaine qui me plaît. Sans cette école et le DAEU, je n'aurais pas pu trouver ma voie et serais peut-être encore sur les marchés.

### Pascal CHARVET

Vous étiez en lycée professionnel.

### Manon ALBOUY

En troisième, j'ai dû choisir un lycée. J'ai opté pour un bac pro commerce, sans être vraiment convaincue. Ce n'était pas motivant.

### Pascal CHARVET

Le droit de pouvoir changer de voie a pourtant été reconnu. Anthony Goupil, quel est votre parcours ?

### Anthony GOUPIL

J'ai décroché à 17 ans et je viens de reprendre l'école à la rentrée. J'ai passé 6 mois à l'armée puis j'ai enchaîné les petits boulots. J'ai repris mes études sans l'aide d'une institution mais en regardant des vidéos sur YouTube, pour chercher ce que je pouvais faire sans le bac. J'ai alors trouvé le DAEU à Pierre et Marie Curie, que je suis en train de suivre.

### Pascal CHARVET

Nous sommes en face de deux démarches distinctes. Le numérique peut parfois être utile. Il vous a permis de sortir d'un isolement. Que proposeriez-vous pour empêcher qu'une telle situation ne se reproduise ?

### Anthony GOUPIL

J'ai été envoyé en seconde générale sans savoir ce que je pouvais faire. Les explications sur l'orientation manquent en troisième. Les fiches qui nous sont présentées ne sont pas parlantes.

### Pascal CHARVET

Vous décrivez bien cette réalité qui nous impose d'agir. N'hésitez pas à intervenir à tout moment de la table ronde. Dites-nous Barbara Martin comment la question de la prévention est abordée dans votre établissement.

### Barbara MARTIN

Je vous parlerai de persévérance aujourd'hui. Je souhaite évoquer les élèves qui auraient pu ne pas décrocher. Les jeunes sont la majeure partie de leur temps en classe. Dans notre établissement, nous avons tenté de réfléchir à la formation des enseignants et à la possibilité de les faire évoluer dans leurs pratiques pédagogiques pour mieux répondre au risque de décrochage.

Le décrochage scolaire prend en effet naissance sous nos yeux : il nous faut penser tout de suite : accrochage scolaire, permanence de l'attention et persévérance scolaire.

La meilleure façon de lutter contre le décrochage scolaire c'est d'abord que les élèves s'accrochent en classe. Et Prévenir le décrochage ne serait-ce pas agir comme il convient dans la classe ?

Il importe de s'interroger sur la définition de la motivation. La motivation est liée à l'estime de soi. Ce ne sont pas ses capacités mais la perception de ses capacités qu'a l'élève. Cette perception doit être positive.

Pour être motivé il faut anticiper positivement ce qui risque de se produire mais aussi estimer que ses actes sont en mesure de produire l'effet anticipé. L'anticipation de ce qui risque de se produire influence grandement le comportement.

La réussite scolaire tiendrait donc à une alchimie mêlant motivation/estime de soi/stratégies d'apprentissage.

La motivation est aussi liée au plaisir de l'activité/à l'anticipation positive du résultat/au sentiment de compétence/et au souci de faire face à la frustration et de tolérer un délai entre action et résultat. On peut regarder à ce sujet l'expérience du chamallow : <https://youtu.be/xybQrxvpOnY>

Chez l'élève démotivé, l'échec scolaire est devenu d'une certaine manière *plus rentable* sur le plan narcissique. *Je préfère être fainéant plutôt que nul.* Ne pas travailler me permet de préserver l'illusion que si je travaillais je réussirais.

## *Importance de la formation des enseignants.*

Il y a chez les enseignants une « sur identification disciplinaire » qui doit être accompagnée de « réflexes professionnels » ... Il faut les former comme on forme les ingénieurs : un ingénieur ne dit pas qu'il est mathématicien, il dit qu'il maîtrise des connaissances lui permettant d'exercer son métier. Pourquoi ne peut-on pas sérieusement parler aujourd'hui de l'enseignement comme d'un métier ? ». À défaut d'ingénieurs, il nous faut former des professeurs ingénieux...

La tâche de l'enseignant se complique du fait de l'accroissement de l'écart cognitif entre des générations qui n'ont plus le même rapport au savoir, à l'effort, à l'autorité, voire au sens même à donner aux apprentissages proposés.

D'où l'importance qu'il y a à rompre avec le référentiel qui nous a amenés jusqu'à ce métier. Le choix de ce métier ne vise pas à la reproduction. Les modèles qui nous ont permis de réussir peuvent être loin de leur préoccupation et/ou de leurs modalités d'apprentissage. L'enseignant ne peut pas simplement comparer ses élèves à l'élève qu'il était lui-même. Il doit comprendre les modes d'apprentissage, identifier leurs besoins et dans une certaine mesure leurs attentes, se familiariser avec leur manière de travailler, de voir le monde, d'organiser leur temps, de distribuer de la légitimité à telle personne ou tel propos, de prendre en compte la concurrence des écrans : culture numérique/culture du numérique.

Pour déterminer quels sont les facteurs qui viennent bousculer les parcours des élèves, il faut connaître l'individualité des élèves. Déterminer le profil des élèves, analyser leur dossier, repérer leurs points forts, leurs difficultés, aménager les parcours de formation (individualisation, modularisation leur entourage et leurs relations se former sur les aménagements liés aux troubles des EBP, la relation professeur élève, le climat dans la classe.

C'est la préoccupation particulière de l'excellence de chacun des élèves et non l'absolu qui doit nous guider.

Prendre une classe devient comme prendre un individu dans la classe et le positionner.

La pédagogie est alors différente selon les cas (diversification, spécialisation).

Les savoirs à enseigner sont différents des savoirs pour enseigner : l'expérience, la connaissance de la classe, les connaissances des processus

d'apprentissage, tout en faisant le lien avec les neurosciences pour ce qui touche aux lois fondamentales de l'apprentissage.

Former aussi aux compétences qui permettent de faire entrer les élèves dans leur apprentissage et à persévérer.

Ces principes se retrouvent dans des pratiques pédagogiques tels que la pédagogie de projet, facteur de motivation et d'engagement des élèves. Mais aussi les pratiques coopératives comme le tutorat. On crée ainsi une situation d'aide : un élève qui se reconnaît compétent vient en aide à un autre élève. Cela se fait à l'initiative de celui qui en exprime le besoin. Sinon c'est la dégradation de son sentiment de compétence qui domine. De fait il s'agit d'une situation d'entraide : l'union fait la force. Stratégies d'association. Chacun s'enrichit de l'autre.

Les leviers pédagogiques se transforment : l'ubiquité d'abord (l'enseignant n'est plus la seule personne ressource, réseau d'échanges de savoirs, le problème de l'élève devient le problème à résoudre par l'élève et ses pairs). Le tuteur affirme sa capacité à aider l'autre et non sa seule capacité à transmettre des connaissances. L'activité principale alors est l'étayage des consignes.

Nous avons recours aussi à d'autres initiatives efficaces : le e-learning, la pédagogie inversée (on demande aux élèves de travailler à l'avance le cours puis de répondre à des questions ouvertes. En fonction des réponses le professeur établit les points à aborder en classe).

C'est pourquoi la prévention du décrochage scolaire doit être portée par la politique éducative de l'établissement et doit être l'affaire de tous. Les établissements scolaires ont en effet l'obligation d'assurer le suivi des élèves au cours de leur scolarité et dans l'année qui suit leur sortie.

L'importance de la volonté affirmée de la communauté éducative de s'engager dans cette mise en œuvre doit être inscrite dans le projet éducatif du projet d'établissement. L'organisation, les méthodes de travail sont propres à chaque établissement selon les objectifs fixés. Et il nous faut travailler à la mise en œuvre des réseaux, comme celui de Formation Qualification Emploi FOQUALE. et particulièrement à la mise en place du Référent décrochage

Ainsi le rôle du Référent décrochage est de mobiliser les acteurs de l'établissement autour de la difficulté

scolaire et du climat scolaire : professeurs, vie scolaire, AS, médecin scolaire, COP, et d'identifier les élèves en risque de décrochage, de coordonner les acteurs du GPDS afin de mettre en place une politique d'expertise des difficultés, de suivi des élèves et de propositions.

Il nous faut à chaque fois veiller à inclure les parents dans le processus et à élargir à des partenaires extérieurs (avec des témoignages d'adultes aux parcours atypiques) afin d'optimiser les outils de prévention du décrochage.

La semaine de la persévérance scolaire constitue un temps fort de l'année permettant de mobiliser la communauté pédagogique autour des jeunes et de leur réussite et de valoriser l'engagement quotidien des acteurs de l'Éducation Nationale. Le travail sur le parcours avenir à cette occasion est un des leviers clefs de la prévention du décrochage.

### **Pascal CHARVET**

Je vous rejoins totalement sur la nécessité de remettre en place de manière importante des formations pour apprendre à enseigner. Nous ne nous en sortirons pas en restant seulement dans la volumétrie des plans académiques. Il importe que les établissements disposent d'un pouvoir d'autonomie pour initier les formations correspondant au projet d'établissement. Dites-nous Laetitia Totel comment cette question de la prévention est appréhendée dans votre CFA.

### **Laetitia TOTEL**

Je suis formatrice en mathématiques/sciences dans un CFA du bâtiment, qui compte essentiellement des garçons. Ces jeunes sont allés jusqu'en quatrième ou en troisième. Ils choisissent pour la plupart de venir apprendre un métier, sans forcément avoir réalisé de stage en amont ou en privilégiant le choix du stage uniquement sur des critères géographiques. Ils ne choisissent donc pas réellement leur orientation. Ils peuvent également arriver en CFA parce qu'un de leurs parents travaille dans le bâtiment.

Le monde de l'entreprise est toutefois complètement différent du monde scolaire. Ces élèves décrochent généralement dans les cours d'enseignement général. Ils sont payés pour venir ; la barrière du salaire constitue un grand changement. Ils possèdent en outre généralement une image très négative d'eux-mêmes.

Le programme de CAP en enseignement général correspond au programme du collège, que les élèves ont déjà vu. Il est toutefois présenté différemment, même s'il est difficile pour un enseignant de changer ses pratiques.

Nous avons accueilli 36 jeunes répartis en groupes de 12, tous métiers et milieux confondus. Nous sommes 4 formateurs de l'enseignement général, ainsi qu'une formatrice en PSE et un animateur TAF. Nous nous sommes en premier lieu intéressés à ce que les jeunes faisaient en entreprise, nous nous sommes inspirés des demandes qui leur étaient faites pour adapter les besoins. Les jeunes étaient contents que nous nous intéressions à eux.

Notre force, que nous avons appliquée au dispositif, consiste à donner un sens aux apprentissages, que les élèves comprennent à quoi ils servent. Si des jeunes décrochent dès le collège, il ne sert à rien de les pousser. Faites-leur faire des stages. Dès qu'un jeune découvre sa voie, il se découvre et est demandeur.

### **Pascal CHARVET**

Il importe ici de lever un tabou, avec prudence. Dans un monde idéal, les élèves pourraient être gardés à l'école fort longtemps, mais la réalité est celle qu'a décrite Laetitia. La formation en alternance et en apprentissage constitue une voie adaptée, à la fois pour de bons élèves et pour des élèves qui ont besoin de raccrocher autrement. Je crois profondément à l'alternance, qui permet de remettre en selle des adolescents. Ne nous privons pas de cette voie pour des raisons strictement idéologiques. La formation tout au long de la vie existe sous des formes variées. Ne soyons pas sectaires sur ces sujets, mais pragmatiques sinon nous tuons dans l'œuf des devenir possibles.

Je céderai à présent la parole à Thibault Ernouf, pour qu'il nous présente le relais collégiens/lycéens de La-Courneuve.

### **Thibault ERNOUF**

Je suis PH en psychiatrie à l'hôpital de Ville-Evrard et je travaille également à la Fondation Santé des Etudiants de France (FSEF) pour une consultation adolescente à la Courneuve, dont je vous présenterai l'expérience. Mon champ de réflexion est la détection et le repérage précoce des troubles psychologiques émergeant à l'adolescence. L'affaiblissement des

performances et l'absentéisme font partie des signes les plus précoces des ruptures de fonctionnement pouvant apparaître à l'adolescence. Mon intérêt est de détecter le décrochage pour prendre en charge les pathologies le plus tôt possible. Le maintien de l'insertion en milieu scolaire de jeunes malades constitue en outre un facteur de très bon pronostic pour leur pathologie.

Il importe de ne pas pathologiser systématiquement le décrochage scolaire. En revanche, toute émergence d'une souffrance à l'adolescence fragilise les performances et est source d'absentéisme. Les psychiatres et les équipes pédagogiques doivent travailler conjointement.

Repérer les troubles psychologiques qui apparaissent à l'adolescence est difficile. Des troubles comportementaux occupent souvent le devant du tableau et peuvent empêcher les adultes de se questionner plus avant.

En dépit de la sensibilité du milieu scolaire à la santé mentale, il reste difficile d'orienter les jeunes présentant des troubles à l'école vers des soins, du fait des cultures d'établissement, du style de management ou de données plus locales (dysfonctionnement de services de santé scolaire par exemple).

Il est logique de mettre en place des dispositifs innovants pour tenter d'améliorer l'accès aux soins. Le relais collégiens-lycéens de la Courneuve en est un exemple. Les relais sont conçus comme des passerelles entre le milieu scolaire et les établissements de soins. Il s'agit de consultations pluridisciplinaires associant psychiatres, psychologues et enseignants. Nous évaluons un symptôme scolaire, le fonctionnement du sujet et de sa famille, afin d'élaborer des réponses adaptées. En cas de nécessité, nous pouvons orienter le jeune vers des soins.

À la Courneuve, les consultations ont lieu à l'intérieur du lycée. Après quatre ans d'expérience, le nombre de jeunes reçus a nettement augmenté. Il atteint aujourd'hui un palier, dû à nos horaires d'ouverture. Nous portons en outre une attention particulière à recevoir les familles.

En dépit des bons chiffres et de l'excellent partenariat avec les structures scolaires locales, qui se sont approprié le dispositif, des difficultés demeurent, particulièrement financières. Mettre en place ces dispositifs atypiques est difficile.

## **Pascal CHARVET**

Je ne connais pas beaucoup de travaux qui aillent au-delà du médico-social. Cette articulation entre l'éducatif et le médical est particulièrement intéressante. Connaissez-vous d'autres expériences de ce type ?

## **Thibault ERNOUF**

Lorsque j'étais interne à Aulnay-sous-Bois, des psychologues se rendaient dans les établissements scolaires pour des permanences.

## **Pascal CHARVET**

Ces démarches sont-elles coordonnées ?

## **Thibault ERNOUF**

Pas à ma connaissance.

## **Pascal CHARVET**

Le décrochage est multiple. La singularité peut être également clinique. Je suis admiratif de ce travail, dont je vous remercie. Xavier Villarmet parlez-nous du travail fait par Espérance Banlieue.

## **Xavier VILLARMET**

Je suis professeur d'histoire géographie de métier et ai demandé une disponibilité pour me lancer dans l'aventure de la Fondation Espérance banlieues. Je me suis toujours intéressé au décrochage, face à des enfants de collège n'arrivant pas à lire et à écrire correctement.

La Fondation Espérance Banlieues a été créée en 2012. Elle a pour objectif de favoriser le développement d'écoles indépendantes de qualité à destination des banlieues. Huit écoles de ce type existent actuellement, dont le Cours Antoine de Saint-Exupéry lancé en 2015, avec deux axes principaux :

- ▶ transmettre la connaissance et l'amour de la culture française, pour permettre à chacun de déployer ses talents dans son pays ;
- ▶ prévenir et lutter contre le décrochage scolaire.

Comment raccrochons-nous à Espérance banlieues ? Une conviction : tout élève a sa place au sein de l'école et peut y apporter sa contribution. Deux mots sont importants pour décrire notre action : **appartenir** et **contribuer**. Voici comment nous essayons de satisfaire ces besoins essentiels pour prévenir le décrochage :

**Des petits effectifs**, environ 15 élèves par classe, pour redonner confiance et faciliter les relations personnelles entre maître et élèves.

**Un uniforme** pour se concentrer sur son travail et non l'apparence (qui peut exclure du groupe !), pour acquérir un esprit d'équipe.

**Des équipes inter-âges** permettant de lier le primaire et le collège et de responsabiliser les plus grands vis-à-vis des plus petits. Nous ne faisons pas de différence entre le primaire et le collège. Les enfants du primaire se retrouvent avec des plus grands. Nous comptons 7 équipes de garçons et 7 équipes de filles. Des élèves parfois difficiles en classe retrouvent de la confiance dès qu'il s'agit de s'investir dans une équipe. Des services sont confiés à chaque équipe (nettoyage du réfectoire, vaisselle, balayage de la cour...). Cela permet de retrouver de la confiance en classe car les enfants se sentent valorisés par ces services quel que soit leur niveau scolaire.

**Le lever des couleurs** le matin avec Marseillaise, quatre jours par semaine à Asnières, en assemblée où les enfants les plus méritants ont l'honneur de lever les couleurs, pour les responsabiliser.

**Les marques de respect** : le vouvoiement des élèves par les professeurs et vice-versa, pour leur signifier qu'ils sont importants et respectables ; l'accueil personnalisé tous les matins avec serrement de main.

**Le repas tiré du sac et partagé** avec les adultes de l'école, par table et en équipe, pour favoriser les échanges et la convivialité.

**Le chant choral** deux fois par semaine avec toute l'école pour consolider l'appartenance.

Le soin apporté à **reconstruire, ou construire, les fondamentaux** : plus de temps pour les bases du français notamment. On sait que bien des enfants seraient bons en maths mais décrochent parce ce qu'ils buttent sur la lecture et la compréhension de l'énoncé !

**Le suivi personnalisé** avec le soutien de bénévoles qui interviennent pour aider individuellement les élèves sur le plan scolaire ou sur des besoins spécifiques (sophrologie, orthophonie, graphothérapie).

**Les devoirs faits à l'école** durant l'étude sous la férule du maître. On y prend le temps de repartir du peu que l'on sait pour échafauder solidement.

Le Cours Antoine de Saint-Exupéry agit ainsi en prévention contre le décrochage, par de multiples stratégies pédagogiques et éducatives, en lien étroit avec les familles. Le décrochage est très lié au découragement. C'est pour cela que nous mettons en œuvre dans les écoles de la FEB une pédagogie positive, basée sur la confiance, qui permet de restaurer l'estime de soi, de donner le meilleur de soi-même, de découvrir ses talents et au final de trouver sa voie pour sa vie d'adulte.

Du chemin reste à parcourir mais les retours sont positifs.

### Pascal CHARVET

Le Service Militaire Adapté qui fait un travail remarquable sur le décrochage et sa prévention outre développe lui aussi le positive thinking et des méthodes proches de les vôtres. L'Éducation Nationale pourrait s'inspirer avec profit d'une partie de ces expériences, afin d'enseigner les mêmes savoirs mais autrement et dans un contexte rigoureux et stimulant. Les élèves en grande difficulté dans de telles conditions peuvent mieux révéler leurs talents.

Quelle pédagogie avez-vous adopté au collège Robert Doisneau ?

### Barbara MARTIN

Les changements de pratiques nous ont conduit à la pédagogie de projet, aux pratiques coopératives avec à la fois de l'aide et de l'entraide mais également du tutorat.

Les classes relais fonctionnent également chez nous. Il est possible d'y raccrocher un élève mais lorsqu'il revient dans la classe, en l'absence de liens réels, il perd tous ses acquis. Le tutorat se déroule donc à l'intérieur de la classe, *via* les équipes enseignantes et les pairs, avec des stratégies de pratiques coopératives.



Ce qui se passe hors de la classe est également important. Toutes les actions qui ont été menées, notamment lors de la semaine de la persévérance scolaire, sont des moments forts, qui servent à valoriser les actions des équipes.

## Pascal CHARVET

C'est donc bien l'ensemble des acteurs qui concourt à la prévention du décrochage qu'il faut prendre en compte. C'est pourquoi le futur portail de l'orientation, des métiers, de la formation et de l'emploi de la Région IDF, sera élaboré en co-construction avec les acteurs de l'orientation, centré sur les besoins des usagers, prévoira des entrées par profil. Il sera volontairement didactique et simple, et proposera notamment une application « Comment raccrocher », où une large place sera faite à la prévention.

### Focus sur le service numérique dédié à la prévention et à la prise en charge du décrochage dans le futur Portail de l'Orientation

Ce service aidera les élèves, les étudiants et leurs familles, et fédérera les actions en Île de France dans le secondaire et le supérieur (bac-3+3). Il sera présent sur tous les réseaux sociaux.

#### Il comportera 3 axes forts :

#### La prévention, et l'encouragement à la « persévérance »

Les Groupes de Prévention du Décrochage Scolaire et MLDS seront valorisés, ainsi que les initiatives locales. Les bonnes pratiques des établissements seront mises en avant.

Les outils de la persévérance incluront : guide pratique, usages du numérique des jeunes, actions culturelles, développement du travail en réseaux, passerelles, formations tremplin, modules de travail à distance ainsi qu'un travail spécifique sur l'orientation secondaire et supérieure.

#### Comment raccrocher ?

La mise en relation directe avec les professionnels sera favorisée : géolocalisation des acteurs, des ressources, des données et de tous les établissements spécifiques de l'IDF qui facilitent le retour en formation ou l'insertion professionnelle, comme particulièrement le DAEU, et une communauté numérique : étudiants, professionnels, mentors.

**Un espace de mutualisation des bonnes pratiques et des ressources** : avec les acteurs, à savoir : équipes éducatives et médico-sociales, chercheurs, CIO, PSAD, SCUIO, Missions Locales, Fédération de parents, Branches professionnelles, CRJ, Associations de jeunes (lycéens, étudiants).

---

## Échanges avec la salle

*Farida ADLANI, Vice-présidente en charge de l'action sociale, de la santé et de la famille*

Comme vous l'avez évoqué, les facteurs du décrochage sont multiples, d'ordre économique, social mais également de santé.

Les facteurs économiques et sociaux sont importants, particulièrement en Seine-Saint-Denis. Les marqueurs de santé sont préoccupants : par exemple, plus de la moitié des jeunes en Île-de-France passent plus de deux heures par jour devant un écran. Les problématiques d'addiction sont importantes. Le Comité de prévention santé, présidé par Vincent Roger, a ainsi pour mission d'auditionner des acteurs de terrain et préparer la mise en place d'un plan d'action partenarial à l'échelle de la Région.

Le souci du bien-être, évoqué dans la sphère du travail, doit également être mis en avant dans la vie scolaire.

L'ANIPES, organisme associé de la Région, a réalisé un beau travail sur la jeunesse et le décrochage scolaire. Nous détenons des chiffres mais nous n'allons pas au-delà pour connaître les raisons du décrochage.

Toutes les forces vives doivent être mobilisées. Nous avons besoin de connaissances et de l'identification des facteurs prédictifs. Nous travaillerons sur quatre grands volets : les addictions ; l'hygiène de vie ; la souffrance psychique ; l'éducation affective et sexuelle.

Avec Valérie Péresse, nous lancerons demain une application pour faciliter l'accès à la contraception des jeunes filles.

Il est en outre très important d'associer à la démarche les parents, qui sont les premiers agents de la prévention.

### Martine COZARD

Je suis Présidente de l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public de Seine-et-Marne. Nous portons dans l'académie et la Région deux dispositifs de prévention. D'une part, les enfants malades peuvent être pris en charge par le service d'assistance pédagogique à domicile. D'autre part, le service d'accompagnement des mères lycéennes permet d'accompagner les jeunes femmes enceintes pour qu'elles poursuivent leur scolarité.

### Agnès EVREN

Je souhaite savoir comment ont réagi vos parents lorsque vous avez décroché.

### Manon ALBOUY

La situation n'a pas été facile avec mes parents lorsque j'ai arrêté l'école mais ils m'ont ensuite aidée à aller de l'avant. J'ai travaillé avec mon père au marché et c'est grâce à ma mère que j'ai trouvé mon école.

### Anthony GOUPIL

Lorsque j'ai décroché de l'école, mon père m'a dit que si je ne voulais plus aller à l'école, je devais travailler. J'ai dû raccrocher tout seul.

### Vincent CASANOVA, Micro Lycée du Bourget

Je suis enseignant au Micro Lycée du Bourget. Ma question porte sur l'accompagnement sanitaire des jeunes. Dans le 93, les établissements offrent la possibilité d'une permanence d'écoute de 2 heures par un psychologue clinicien, ce qui est très insuffisant. Le maillage territorial des professionnels de santé est en outre très faible.

### Claudie MARTENS

L'expérience du relais de la Courneuve est tout à fait intéressante. Nous avons envie de trouver des solutions pour la démultiplier. D'où la question du financement. J'imagine qu'à la Courneuve, des partenariats multiples de cofinancement existent. Quel est le modèle mis en place ?

### Thibault ERNOUF

Initialement, le relais a été financé par l'ARS sur des budgets prévention. Nous sommes désormais à la recherche de co-financements. Nous sommes très appuyés par la mairie de la Courneuve autour des politiques de la ville. J'ai été très surpris de trouver autant de jeunes qui n'allaient pas bien en établissement scolaire. Nous sommes prêts à nous déplacer mais nous avons besoin de financements.

### Farida ADLANI

Dans le cadre du Comité de prévention santé à destination des jeunes, le volet santé mentale sera pris en compte dans sa globalité. Nous déroulerons ensuite l'intervention de la Région. Notre idée est de démultiplier les actions qui peuvent être entreprises dans des territoires et de faire en sorte que la Région puisse les coordonner de manière globale.

Des jeunes en situation de handicap peuvent également décrocher car aucune action n'a été entreprise à leur endroit. Valérie Péresse a lancé également un grand plan dans ce domaine.



# Table ronde n°3 :

## Le raccrochage

*M. Thierry HUCK, responsable mission insertion, développement social et diversité, DRH Groupe ENGIE, responsable projet PEMS, correspondant Charte Entreprises et Quartiers*

*M. François GALLET, McKinsey Global Institute, pour une présentation de l'action de l'association C'Possible*

*M. Alain MARTIN, directeur animation réseau CERFAL / Julie NOGUEZ, chef de projets*

*M. François-Afif BENTHANANE, directeur-fondateur de l'association ZUP de CO*

*M<sup>me</sup> Nora HOUBAN, chargée de mission décrochage scolaire et institutionnel, Mission Locale de Paris*

*M. Guillaume FENEUILLE, coordonnateur/enseignant, lycée de la Nouvelle Chance – lycée Alfred Kastler à Cergy-Pontoise*

*M. Jimmy CASSEUS, témoignage*

*Les débats sont animés par Marie-Caroline MISSIR.*

### Jimmy CASSEUS

Mon parcours est simple. Le décrochage a commencé pour moi en troisième. Les professeurs voulaient que j'aille en seconde générale, ce que j'ai refusé. J'ai opté pour un BEP électronique. Je me suis toutefois senti démotivé en seconde année car je n'y voyais pas d'intérêt. J'ai quand même obtenu le diplôme en 2008 puis j'ai enchaîné par un bac pro mais j'ai finalement quitté le système scolaire en 2009. De 2009 à 2013, je n'ai rien fait. J'ai quand même réfléchi à ce que j'allais faire plus tard. La mission locale m'a envoyé en CAP spécialisé pour 7 mois. Cette formation m'a permis d'embellir mon CV et d'effectuer des stages. J'ai obtenu le diplôme en 2014 mais je n'ai pas réussi à trouver d'entreprise pour entrer en bac pro commerce. En avril 2014, mon ancienne école m'a contacté pour intégrer une formation Booster, qui m'a appris à reprendre confiance en moi. J'ai pu alors signer mon contrat d'apprentissage pour intégrer le bac pro commerce. Je suis actuellement en terminale.

### Marie-Caroline MISSIR

Merci beaucoup pour ce témoignage. Cette table ronde est consacrée au raccrochage, qui constitue un long processus de vie. J'aimerais que nous nous intéressions plus particulièrement à la pédagogie. Qu'est-ce qui marche avec ses élèves, comment les remotiver et leur permettre de reprendre confiance en eux ?

### Guillaume FENEUILLE

Je me garderai de donner des leçons car aucune recette ne fonctionne à coup sûr. Le raccrochage scolaire est un processus consistant à aider le jeune à réintégrer le système scolaire. Le raccrochage est mesuré classiquement par l'obtention du diplôme mais il s'agit d'un processus de resocialisation.

Au lycée de la Nouvelle chance, nous nous fondons sur un accompagnement personnalisé, grâce au tutorat, où chaque enseignant suit particulièrement quelques élèves, en travaillant sur le « comment faire ». Le jeune qui souhaite raccrocher n'a pas conscience de l'origine de son décrochage. Nous essayons de mettre des mots sur ses maux. Dès lors que les difficultés dépassent ses compétences, l'enseignant l'oriente vers le professionnel le plus adapté.

Le taux de réussite au bac atteint 75 % en moyenne mais la réussite ne se mesure pas uniquement par ce facteur.

Les partenariats sont très importants, avec la Région, l'agglomération mais également la Fédération des Etablissements Scolaires Publics Innovants (FESPI). Nous avons en effet besoin de partenariats nombreux et stables.

Pour conclure, j'aimerais évoquer les projets que nous mettons en place au sein du lycée de la Nouvelle chance. Ceux-ci sont motivés par le travail de réappropriation du jeune dans un collectif.

Par exemple, le Conseil des élèves a lieu tous les mardis, au cours d'une heure de démocratie, où le fonctionnement de l'établissement est examiné. L'élève s'identifie ainsi à son établissement et a d'autant plus de chances de rattrapper scolairement. Nos projets se développent aussi autour de la confiance en soi. Nous travaillons ainsi sur un projet interdisciplinaire, où nous valorisons d'autres compétences.

### **Marie-Caroline MISSIR**

L'interdisciplinarité et la pédagogie active sont-elles des piliers de votre projet d'établissement ?

### **Guillaume FENEUILLE**

Je dirais qu'il faut avant tout permettre à l'élève de s'exprimer, en utilisant une pédagogie positive. Après avoir mis en valeur ce qui fonctionne, il est possible d'enchaîner sur un processus de remédiation.

### **Marie-Caroline MISSIR**

Qu'est-ce qui empêche que cette approche soit pratiquée dans l'Éducation Nationale ?

### **Guillaume FENEUILLE**

Je ne reviendrai pas sur le débat des moyens, même s'il compte. Cette pédagogie se met en place, petit à petit. Les enseignants de l'école de la Nouvelle Chance interviennent en lycées traditionnels et y appliquent ces pratiques. Nous sommes d'ailleurs plus à l'aise dans une classe traditionnelle pour innover.

### **Alain MARTIN**

Le CERFAL est un réseau d'apprentissage, qui propose des formations du CAP au Master 2. Le réseau est très hétérogène en termes de public.

Je suis moi-même décrocheur multirécidiviste, ce qui m'a permis de comprendre, une fois que je suis passé dans l'enseignement, les contradictions existantes entre les apprenants et les formateurs. Le Booster visait en premier lieu à remplir nos sections d'apprentis, sachant que l'apprentissage ne se développe guère sur les premiers niveaux, CAP et bac. Nous souhaitons par ailleurs accompagner

en amont les jeunes à la recherche d'un contrat mais également répondre aux besoins de recrutement des entreprises.

Nous n'arrivions pas à mobiliser dans nos réseaux traditionnels. Nous nous sommes rapprochés des missions locales, de Pôle Emploi, etc. Nous avons ensuite décidé de lancer une expérimentation, en construisant un parcours inédit, qui pouvait s'adresser à des groupes hétérogènes. Le parcours se voulait innovant, motivant et valorisant, pour que les jeunes qui l'empruntent puissent rattrapper.

J'ai par exemple introduit une note de compétence, permettant de récolter des points supplémentaires selon différents critères (arriver à l'heure, ne pas compter d'absences injustifiées, etc.). Ainsi, des candidats ont pu atteindre la moyenne et reprendre confiance en eux.

### **Julie NOGUEZ**

La Région Île-de-France permet de financer les centres de formation pour apprentis afin qu'ils puissent monter un programme en amont de la formation. Dans les formations d'apprentissage, il est particulièrement difficile de trouver un contrat. Le Booster, de 4 mois, permet de trouver un contrat. Pour avoir accès aux décrocheurs, nous avons noué de nombreux partenariats (Pôle Emploi ; missions locales et autres acteurs). Lors de la deuxième année, nous avons noté un succès du recrutement.

Nous nous sommes inspirés des expérimentations existantes. L'objet est la prospection d'entreprises. Nous travaillons sur une pédagogie de la valorisation, de l'autonomie et en mode projet. Nous avons mis en place un projet de solidarité, la chaîne de l'espoir. 80 % des intervenants sont extérieurs (Proactive Academy, Cravate solidaire, etc.), ce qui permet d'irriguer avec du sang neuf.

La première année, nous avons été confrontés à un fort taux de décrochage dû à des problématiques sociales. Dans chaque groupe, un référent social est désormais présent une fois par semaine, avec des rendez-vous obligatoires pour tous les stagiaires.

### **Alain MARTIN**

Le projet de solidarité est très important. Aujourd'hui, les jeunes arrivent dévalorisés. Dans ce cadre, ils contribuent à une cause. Il s'agit d'un moyen pour eux de se rendre compte qu'ils sont capables de venir en aide aux autres.

## Julie NOGUEZ

Ce programme est co-construit avec les acteurs et s'améliore chaque année.

## Nora HOUBAN

Je vous parlerai des deux dernières expérimentations menées dans le cadre de Phénix. Nous essayons d'articuler les coopérations autour d'une action spécifique, auprès de deux acteurs principaux, les coordinateurs de la MLDS et les éducateurs de rue.

Nous axons notre travail sur deux leviers de la motivation. Le premier consiste à partir de propositions concrètes, en l'occurrence le BAFA et le Code de la route. Nous agissons auprès de micro-groupes, entre de l'accompagnement renforcé et de la formation et nous venons y adjoindre les compétences de centres de formation. Nous essayons de gratifier le parcours des jeunes en leur permettant d'accéder à des certifications accessibles. Nous avons expérimenté la pédagogie du détour avec le Code de la route.

Le second levier consiste à adapter l'accompagnement et ses modalités, aussi bien dans le cadre de l'individuel que du collectif. Les ateliers ont lieu 4 après-midis par semaine et nous mettons l'accent sur la convivialité.

## Marie-Caroline MISSIR

Nous retrouvons les mêmes piliers pédagogiques dans l'approche.

## Nora HOUBAN

Nous jouons sur la convivialité et la logique des pairs, en nous appuyant sur la dynamique de groupe mais également des binômes. Le taux d'adhésion et l'objectif de remobilisation et de raccrochage sont parfaitement atteints. Nous accueillons des jeunes encore sous statut scolaire. L'idée de ces actions est d'être dans une transition entre l'école et le droit commun de l'insertion et de permettre un retour vers l'école.

## Marie-Caroline MISSIR

Je souhaite vous interroger sur le rôle des parents. L'association ZUP de CO réalise un accompagnement des élèves de familles modestes et travaille sur l'implication des parents.

## François-Afif BENTHANANE

ZUP de CO a lancé un programme de Web Academy, qui raccroche des jeunes dans le monde du numérique, via du tutorat proposé aux collégiens le soir. Il faut savoir que 54 % des enfants qui décrochent ont des parents déjà décrocheurs.

À ZUP de CO, nous avons adopté une approche d'identification en milieu scolaire, pour se substituer aux parents. Nous visons les enfants avec une moyenne entre 6 et 9/20 au collège. Nous proposons de les accompagner et mettons en place des outils pour mesurer l'impact de cet accompagnement. Nous signons avec les parents un contrat d'engagement pour qu'ils soient présents au moins à trois réunions par an et que les enfants viennent *a minima* 1 heure tous les soirs pour un temps de devoirs. Une expérimentation a lieu dans 50 collèges, pour 2 500 enfants. Il s'agit de groupes de 3 enfants, accompagnés par un 1 étudiant. Pour ceux qui rencontrent le plus de difficultés, un tutorat individualisé de 2 heures par semaine est également proposé. Le taux de réussite au brevet atteint 83 %, *versus* 61 % pour les enfants qui ne sont pas accompagnés.

## Thierry HUCK

Je suis en charge depuis le début de l'année du projet PEMS, dont la mission est de préparer une cinquantaine de jeunes pendant trois mois pour qu'ils trouvent un contrat en entreprise. Le sport collectif constitue un vecteur important pour nous. Le programme compte également des ateliers de préparation des CV, d'apprentissage des codes pour se présenter en entreprise, etc. Nous avons intégré une semaine d'immersion à l'armée. Certains jeunes changent complètement à l'issue du programme. Il ne leur manque pas grand-chose : de la méthode, des réseaux, un coach. Chaque jeune possède un parrain et peut se confier pendant le parcours.

Pour la première promotion débutée en mai, nous avons accueilli 52 jeunes. Parmi eux 13 ont décroché. Ils attendaient un peu trop de nous et pensaient que nous allions leur trouver l'entreprise d'accueil. Parmi ceux qui restaient, 70 % sont entrés en alternance, la moitié chez Engie et le reste dans d'autres entreprises.

## François GALLET

Le programme C'possible intervient dans des lycées pour mieux préparer les jeunes à rentrer dans l'entreprise. Un pôle permet à des professionnels de parler de leur entreprise et de leur parcours. Un pôle culture vise à aborder le monde culturel. Un pôle concerne également les valeurs, les comportements et le vivre ensemble.

Nous sommes en train de lancer, en partenariat avec l'Éducation Nationale, un grand chantier 100 000 tuteurs, 100 000 stages. Celui-ci consiste à identifier dans les lycées des décrocheurs, des tuteurs possibles de différents horizons et à organiser un dialogue avec les élèves et leur famille.

Plus de 20 grandes entreprises et des plus petites nous soutiennent, ainsi que des fédérations et des associations.

---

## Échanges avec la salle

*Faten HIDRI, Vice-Présidente en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'orientation*

Je souhaite centrer mon propos sur la bourse DAEU instaurée cette année, qui consiste à permettre à des personnes ayant déjà travaillé de reprendre des études. Cette bourse sera dotée d'un montant de 900 euros par individu, pour un total de 500 000 euros. L'objectif est d'aider au raccrochage dans le domaine supérieur.

*Sophie LALLI, Bruno PORFIRIO, Enseignants référents du lycée du soir mis en place au lycée St-Sulpice à Paris*

Nous sommes tous les deux professeurs. Le lycée du soir existe depuis 35 ans. Il est constitué de quatre classes de première et terminale et accueille une centaine de jeunes de 18 à 35 ans, pour des cours de 15 heures à 21 heures 30. Il concerne des élèves décrocheurs, qui ont suivi des filières courtes. L'objectif est la réinsertion sociale, la remise à niveau et l'obtention d'un bac général. Il s'agit d'établir le lien avec les élèves et les différents acteurs de l'établissement. Les professeurs s'investissent très fortement, avec un regard bienveillant. Nous organisons des temps d'échanges et de communication avec les élèves, des soirées et des repas. Nous mettons en place des études dirigées

et des stages pendant les vacances. La pédagogie est différenciée, en première notamment, avec un temps de remise à niveau. Des devoirs sur table ont lieu toutes les semaines et une aide à l'orientation est organisée.

Le suivi des absences est réalisé par les éducateurs, la Direction et les élèves. Les parents sont impliqués dans les cas extrêmes.

70 % de nos élèves de première passent en terminale et le taux de réussite au bac atteint 70 %.

30 % d'élèves décrochent encore en cours d'année mais certains élèves reviennent plusieurs années plus tard. En outre, l'absentéisme est différent selon les disciplines.

*Nadia KADI, Responsable des actions citoyennes et centres socioculturels de la ville de Gonesse*

La fabrique numérique de Gonesse s'adresse aux jeunes décrocheurs de 16 à 25 ans. Nous travaillons sur le numérique, pour capter les jeunes. Nous essayons de trouver une solution pour leur avenir. Nous sommes basés dans un centre social, qui constitue un environnement propice pour que les jeunes s'intègrent. L'apprentissage est fondé sur le réinvestissement de ce qu'ils apprennent en cours, avec une démarche de projet. Nous travaillons en partenariat avec des entreprises locales et des associations. Nous axons notre démarche sur différents aspects, notamment la santé et le social. Même à la fin du processus, nous constatons des déperditions. Nous avons mobilisé des moyens, avec des outils de pointe, qui captivent les jeunes. Ceux-ci sont placés dans une situation de remise en confiance, pour qu'ils retrouvent leur potentiel.

---

## Discours de clôture

*Béatrice COUTURIER, Présidente de la Communication*

Je remercie tous les intervenants de cette journée. Ces Assises du décrochage scolaire ne sont qu'un point de départ. Nous avons établi un bilan et un certain nombre d'idées en sont ressorties. Des groupes de travail seront mis en place au sein de la Commission Éducation : nous vous solliciterons certainement pour les rejoindre.

Je retiens de ces Assises qu'il faut repérer au plus tôt les faiblesses et les situations conduisant au décrochage. J'ai été très sensible aux témoignages des jeunes, qui ont eu le courage de venir. Chacun arrive avec ses blessures, ses échecs et ses talents. Faire bénéficier les élèves d'activités culturelles est aussi primordial, nous en sommes très conscients.

En conclusion, j'ai été frappée par le manque de confiance de certains jeunes et par votre rôle qui vise à leur redonner cette confiance qui leur a fait défaut. Je vous remercie au nom de la Région. La lutte contre le décrochage scolaire est bien au cœur de nos préoccupations.







**Région Île-de-France**  
35, boulevard des Invalides  
75007 Paris  
Tél. : 01 53 85 53 85

**[www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr)**

 **RegionIleDeFrance**

 **@iledefrance**

